



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2600
1er juin 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Contre Macron

La force des travailleurs est dans la lutte

Dassault
**Un marchand
de mort financé
par le pouvoir**

Page 4

Italie
**Crise politique et
manœuvres de
l'extrême droite**

Page 8

Chômage
**Les patrons
multiplient les
licenciements**

Page 5

Contre Macron, la force des travailleurs est dans la lutte

Des dizaines de milliers de manifestants se sont retrouvés samedi 26 mai contre le gouvernement Macron, contre ses mesures qui incarnent les intérêts de la minorité de très riches qui dominent la société. Le gouvernement et les médias ont répété que la journée de mobilisation n'avait pas fait le plein. C'est leur rengaine: depuis près de deux mois, ils affirment que la contestation ne prend pas. Malgré leurs souhaits d'enterrer la grève des cheminots et d'en finir avec le climat de protestation qu'elle favorise, les deux continuent.

Au fil des manifestations, des centaines de milliers de travailleurs ont saisi l'occasion d'exprimer leur haine de Macron. Et du côté des cheminots, en première ligne dans le combat, l'écrasante majorité a confirmé, dans le référendum organisé par les syndicats de la SNCF, le rejet de la réforme, déjà exprimé par la grève.

Que leur répond le gouvernement? Il a le culot de présenter la reprise par l'État d'une partie de la dette de la SNCF comme un cadeau qui devrait inciter les cheminots à accepter la réforme. Comme s'ils étaient en quoi que ce soit responsables de la dette! Et, pour dresser l'opinion publique contre les cheminots, ministres et commentateurs y vont de leur couplet, affirmant que la reprise de 35 milliards de dette va coûter aux contribuables.

Mais ceux au profit de qui la SNCF s'est endettée, ce ne sont pas les cheminots! Ce sont de grandes entreprises et leurs actionnaires, les Bouygues et autre Vinci, ainsi que les banques, qui continuent à encaisser les intérêts de cette dette. Si quelqu'un doit rembourser ces milliards, ce sont ces gens-là. Pas les cheminots!

Voilà la politique de Macron, comme de ses prédécesseurs: faire payer par les travailleurs, qui font fonctionner toute l'économie, les milliards que l'État déverse sur la minorité capitaliste. C'est pour assurer leurs dividendes à tous les Arnault, Bolloré, Dassault et leurs semblables au petit pied qu'on pèse sur les salaires, qu'on développe la précarité, qu'on sacrifie tout ce qui, dans les services publics, est utile à la population, des transports à l'école en passant par les hôpitaux.

Les cheminots ont raison de refuser ces mensonges et cette escroquerie. S'ils sont en grève, c'est pour exiger le maintien des conditions d'emploi et de travail de l'en-

semble des travailleurs du rail.

Les cheminots peuvent être fiers d'avoir relevé la tête et de montrer, même à leur échelle, que lorsque les travailleurs agissent, utilisent leur arme de classe, ils perturbent le petit jeu de cette prétendue démocratie où une minorité de politiciens, dévoués à la grande bourgeoisie, peut prendre des décisions qui foulent aux pieds les conditions d'existence de milliers, de millions d'exploités.

Le mouvement des cheminots s'est imposé dans la vie politique. D'un seul coup, le ronronnement des débats du Parlement, le petit jeu des différents partis, apparaissent dérisoires. Cela donne une idée de la puissance avec laquelle la classe ouvrière pourra peser sur la vie politique lorsqu'elle se dressera contre ses exploités.

C'est le mouvement des cheminots qui a démystifié le jeu politique de la droite et de l'extrême droite. La droite traditionnelle a voté la réforme et clame son enthousiasme pour l'ouverture à la concurrence. Le Front national, qui n'aime les travailleurs que soumis et résignés, se dit opposé à la réforme... mais surtout à la grève!

Les partis de gauche, organisateurs de la manifestation du 26 mai, ont affiché leur opposition à Macron et à sa majorité. Mais pas un mot sur ceux qui, derrière Macron, le manipulent, ceux qui, en monopolisant le grand capital, dictent sa politique. À quoi servirait-il d'écarter Macron pour une nouvelle version d'un Mitterrand, d'un Jospin ou d'un Hollande? C'est-à-dire pour des politiciens et des partis qui font des promesses pour être élus mais qui, une fois au pouvoir, mènent la même politique qu'un Macron, car il n'est pas question pour eux de s'en prendre à la grande bourgeoisie et, à plus forte raison, à l'ordre capitaliste.

Les grévistes de la SNCF ont refusé de se laisser faire sans se battre. Macron espérait pourtant leur imposer sa réforme à marche forcée, comme il impose tous ses coups. Eh bien, il n'a pas pu! La grève des cheminots est un premier grain de sable dans la machine à écraser le monde du travail! Seuls, ils ne peuvent pas inverser le rapport de force. Mais ils montrent la voie à tous les travailleurs. Et l'arrogance de Macron, associée à la rapacité du patronat qu'il sert, finiront par transformer le mécontentement du monde du travail en révolte.

Au sommaire



LEUR SOCIÉTÉ

26 mai: marée humaine et politiciens en embuscade	3
Le monde selon Collomb	3
L'aide sociale selon Darmanin: malheur aux pauvres	3
Dassault: un marchand de mort financé par le pouvoir	4
Mamoudou Gassama: le héros et les zéros qui nous gouvernent	4
Migrants: Mawda assassinée	4
Macron: il fait le tour du monde	4
Chômage: les mensonges du gouvernement	5



Agriculture: une loi pour changer quoi?	5
Glyphosate: disparu des textes, pas des champs	5
Enchères: 107 700 euros la bouteille!	5
Secret des affaires: la loi du silence	6
Loi Schiappa:	



un monceau d'hypocrisie	6
Parcoursupercherie: non à la sélection	7
Unef-Paris IV: une porte-parole symbolique	7
Rafle au lycée Arago: le gouvernement joue l'intimidation	7
En Guerre, de Stephane Brizé: un film dont les ouvriers sont absents	16

ENTREPRISES

Aéroports de Paris: émotion et colère	13
Hébergement d'urgence: le tri des pauvres	13
TER Abbeville-Le Tréport: du provisoire qui pourrait durer	13
Carrefour - Belfort	14
EDF - Nanterre: soixante-dix jours de grève et une victoire	14
Coup de chaud chez Grand Frais	14



La Poste - Rennes: la fin d'une grève de quatre mois	15
Minakem - Dunkerque: deux semaines de grève	15

DANS LE MONDE

Italie: crise politique et manœuvres de l'extrême droite	8
Les marchés financiers en embuscade	8
Irlande: vote massif pour la libéralisation de l'avortement	9
États-Unis: Starbucks et le racisme au quotidien	9
Sommet interlibyen: Total s'impatiente	10

Nigeria: le pillage des trusts pétroliers	10
Bésil: la grève des camionneurs	16
Inde: la police à la rescousse des pollueurs	16

CHEMINOTS

Le bras de fer continue	12
Échos du mouvement	12-13

MAI 68

Le mouvement bradé par les appareils syndicaux	11
--	----





26 mai : "Marée humaine" et politiciens en embuscade

Des dizaines de milliers de travailleurs de tous secteurs et des militants associatifs, politiques et syndicaux ont participé aux manifestations du samedi 26 mai, répondant à 60 organisations qui appelaient ce jour-là à une « marée humaine ».

Lutte ouvrière a participé à ces manifestations, par solidarité avec ces dizaines de milliers de personnes en lutte contre un pan ou contre l'ensemble de la politique de Macron au service de la grande bourgeoisie, et conscientes d'avoir un combat commun à mener.

Cela ne doit cependant pas nous faire oublier le piège que représentent les calculs politiques d'un certain nombre des organisateurs, dirigeants de partis de gauche. Ils voudraient utiliser la contestation actuelle de la politique de Macron pour préparer le terrain d'une nouvelle mouture d'une vieille recette : celle de « l'union de la gauche », en vue des prochaines élections.

Le PS peine certes à

se faire accepter dans les manifestations : son dirigeant Olivier Faure a dû en quitter deux ces dernières semaines, sous les huées de manifestants. Mais La France insoumise, le PCF ou le mouvement de Hamon ne proposent en fait rien de mieux aux travailleurs : « *L'Unité de la gauche est en train de renaître* », se réjouissait Hamon après la manifestation du 26 mai. Quant à Mélenchon, il appelait à une suite car « *il n'existe pas de chemin plus efficace pour passer de l'étiage électoral actuel à un niveau majoritaire* ».

Mélenchon a été ministre de Jospin, Hamon a été ministre de Hollande, mais chacun d'eux a pris ses distances à temps pour espérer ne pas être trop éclaboussé

par le discrédit de la gauche au pouvoir. Aujourd'hui, ils veulent se faire passer pour « différents », « vraiment à gauche », convaincre à nouveau les travailleurs de leur accorder leur confiance et de mettre leurs espoirs dans un changement de gouvernement. Chacun espérant bien sûr que l'unité se fera derrière lui.

Les travailleurs doivent évidemment se donner des perspectives politiques. Mais la seule que ces dirigeants de gauche leur offrent est de mettre les mobilisations sociales à la remorque de quelque chef autoproclamé en vue de sa victoire électorale. Or les travailleurs ont pu faire l'expérience de l'impasse où les conduisent les gouvernements dits de gauche qui, au pouvoir, poursuivent et aggravent les politiques patronales qu'ils ont précédemment dénoncées.

Les choses ne peuvent changer pour les travailleurs que s'ils prennent

eux-mêmes leur sort en main en s'engageant dans la lutte avec leurs propres armes. Leurs luttes sont précieuses quand elles leur permettent de faire progresser la conscience de leur force collective et de leur

capacité de combattre eux-mêmes les exploités, sans s'en remettre aux faiseurs de promesses. Car c'est avec cette force, et elle seule, qu'ils pourront vraiment changer la société.

Nicolas Carl

Manifestation : le monde selon Collomb

Après la manifestation du 26 mai, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a déclaré : « *Si on veut garder, demain, le droit de manifester, qui est une liberté fondamentale, il faut que les personnes qui veulent exprimer leur opinion puissent aussi s'opposer aux casseurs et ne pas, par leur passivité, être, d'un certain point de vue, complices de ce qui se passe.* »

Le monde de Collomb est très simple : les migrants sont des terroristes

en puissance, les jeunes sont des casseurs, les manifestants sont des lâches ou des complices des casseurs. On est prié de rentrer dans le rang sous peine de se voir interdit de défilé.

Le ministre de l'Intérieur affectionne les déclarations provocatrices. C'est sa façon de soigner son personnage de « premier flic de France » et cela peut payer auprès d'électeurs très à droite.

Sylvie Maréchal

L'aide sociale selon Darmanin : malheur aux pauvres !

Gérald Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, a déclaré mardi 29 mai à propos des aides sociales : « Je ne sais pas combien il y en a, mais il y en a trop. » Et d'expliquer, en substance, que ces aides poussent les pauvres à vivre sans travailler.

La conclusion, préparée depuis quelque temps par différentes déclarations de ses collègues ministres, s'impose d'elle-même : le gouvernement va réduire les aides sociales, leur nombre, leur montant, les conditions

de leur attribution. Darmanin annonce tout de même que l'aide aux adultes handicapés et le minimum vieillesse seront maintenus. On se demande bien pourquoi, tant l'attaque contre les plus pauvres promet

d'être brutale.

Les arguments gouvernementaux, ou plutôt la collection de préjugés et de ragots qui en tiennent lieu, sont connus : les chômeurs préféreraient toucher des aides que de travailler au salaire minimum. Et chacun, du ministre à l'économiste, du macroniste au lepéniste, d'inventer une fille-mère chômeuse se rendant en BMW au festival de Cannes après s'être fait

refaire le visage grâce à la CMU, et autres bobards à peine moins grossiers.

La vérité est que les aides sont misérables, qu'elles sont plafonnées et qu'une partie croissante de la population en est réduite à survivre. Cet appauvrissement entraîne celui de toute la classe ouvrière, directement et par la pression à la baisse qu'il entraîne sur les salaires, les conditions d'embauche et de travail.

Le gouvernement annonce donc qu'il va continuer en ce sens. Il a choisi son jour, celui du décès de Dassault, qui a vécu 93 ans de l'aide largement distribuée à son entreprise par tous les gouvernements. Il a choisi son porte-parole, Darmanin, un politicien qui admet ne rien savoir sauf qu'il faut voler aux pauvres pour donner aux riches.

Paul Galois

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Perpignan

Dimanche 3 juin à partir de 11 heures
Terrain de la Chapelle-Saint-Pierre, à Clairà

Bourges

Samedi 16 juin à partir de 14h30
Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

Marseille

Dimanche 17 juin à partir de 11 heures
Dans le Parc de loisirs de Valabre - RD7 Gardanne

Cercle Léon Trotsky

La Russie à l'heure du capitalisme décadent

Vendredi 15 juin à 20h30

Docks de Paris Eurosites - Aubervilliers
Avenue des Magasins Généraux, bât. 282

Métro : Front Populaire (ligne 12)

Participation aux frais : 3 euros

Dassault : un marchand de mort financé par le pouvoir

De Wauquiez étalant son immense tristesse à Hollande vantant son abnégation, en passant par Macron admirant sa remise à l'honneur des idées libérales, toute la classe politique a rendu hommage à Serge Dassault. Jusqu'à sa tombe, ces gens-là auront été au service de ce grand bourgeois dont la fortune comme les idées furent à l'image de la classe de parasites qui possède les moyens de production et détient la réalité du pouvoir.

Présenté comme le bâtisseur d'un empire industriel, Serge Dassault fut surtout l'héritier du royaume de son père, Marcel. Celui-ci avait fait fortune, déjà, grâce aux commandes de l'État qui avait fait de ses avions les porteurs de bombes atomiques de l'armée française. Dassault fils, marchand d'engins de mort encore plus chers et destructeurs, poursuit dans la même lignée, s'assurant la garantie d'achat d'un avion Rafale dont aucun État ne voulait payer les coûts exorbitants. Pour faire face aux aléas des commandes militaires, il diversifia ses sources de revenus dans la production d'avions d'affaires pour les super-riches, prenant des participations dans Thales et d'autres groupes industriels, achetant des vignobles dans le Bordelais ou encore élargissant son patrimoine immobilier.

Afin de se garantir les

largesses de l'État, il consacra une partie de sa vie à entretenir avec succès des relations dans la classe politique, de celles héritées de son père au sein de la droite gaulliste jusqu'à celles tissées avec son ami Sarkozy, mais aussi dans l'entourage de Mitterrand et de ses successeurs à la tête du Parti socialiste. Fieffé réactionnaire, Serge Dassault ne manquait jamais une occasion de défendre les intérêts du grand patronat, s'achetant un grand groupe de presse en 2004, « pour y défendre des idées saines, car nous sommes en train de crever à cause des idées de gauche », disait-il. Chaque année, dans *Le Figaro* dont il était le propriétaire, il publiait un éditorial rappelant son hostilité aux 35 heures, au poids des syndicats, réclamant des baisses de charges et d'impôts pour le patronat et même des baisses des

dépenses publiques, à l'exception bien sûr des commandes d'armement lui bénéficiant directement.

Dassault était aussi coutumier des sorties les plus basses, par exemple à l'occasion du débat sur le mariage pour tous, contre les homosexuels auxquels il attribuait le déclin de la Grèce antique ou encore la baisse de la natalité en France, ou contre les chômeurs, « des gens qui ne veulent pas travailler ».

Enrichi toute sa vie durant par les cadeaux de l'État, Dassault se mêla de politique, devenant maire de Corbeil-Essonnes puis sénateur. Sa présence à la commission des finances du Sénat lui facilitait la tâche pour défendre directement ses intérêts en même temps que ceux de sa classe. Se considérant comme un patron de droit divin au-dessus des lois, il fut de nombreuses fois condamné : achat de votes, financement illégal de campagne, déclaration malhonnête de patrimoine, fraude fiscale et autres manœuvres encore plus scabreuses impliquant des malfrats notoires, tout cela, pour lui, était normal.

Gattaz, le patron des patrons, a parlé d'une grande perte pour le pays. Pour ces gens-là, les intérêts de la société se résument à ceux d'une poignée de grands bourgeois. Ils s'arrogent le droit d'accumuler des capitaux sur le dos de leurs dizaines de milliers de salariés et aussi des millions de contribuables qui financent les largesses que leur accorde l'État. Et cela même quand leur principale contribution consiste en l'occurrence à fabriquer et à vendre partout des engins de mort.

Gilles Boti



Macron : il fait le tour du monde

Le voyage de Macron en Russie à la rencontre de Poutine les 24 et 25 mai a donné lieu aux poncifs habituels, le président français citant dans un discours les grands noms de la littérature russe.

Oubliées, les indignations exprimées suite à l'empoisonnement d'un ancien espion russe en Grande-Bretagne. Macron a même promis de revenir en Russie prochainement, si l'équipe de France de football atteint les demi-finales de la Coupe du monde.

Mais le plus important,

aux yeux de Macron, était sans doute les contrats signés, à l'occasion de ce voyage officiel, par une cinquantaine d'entreprises françaises, dont le géant pétrolier Total pour 2,1 milliards d'euros.

Macron voudrait sans doute aussi influencer Poutine sur des dossiers internationaux tels que la Syrie, l'Iran, l'Ukraine, dans lesquels il voudrait faire une place aux intérêts de l'impérialisme français. On se souvient qu'il a fait de même lors de son voyage d'il y a un

mois à Washington. Son amitié avec Trump avait alors été abondamment mise en scène avant que le président américain, visiblement sourd à tous les bons conseils de son homologue français, décide de s'asseoir sur l'accord nucléaire iranien. On verra donc si ça va mieux avec Poutine. Et puis, à force de faire le tour du monde, Macron finira bien par trouver quelqu'un qui fera attention à lui.

Lucien Detroit

Mamoudou Gassama : le héros... et les zéros qui nous gouvernent

Samedi 26 mai, Mamoudou Gassama, un jeune Malien de 22 ans, a grimpé quatre étages de la façade d'un immeuble parisien, à la force de ses bras et au péril de sa vie, pour sauver un enfant suspendu dans le vide. Vivant en France depuis septembre 2017, il était sans papiers.

Auparavant, il avait vécu l'enfer connu par des centaines de milliers de migrants tentant de gagner l'Europe. Il avait traversé le désert du Niger, était resté un an en Libye où il avait été emprisonné, avait franchi la Méditerranée sur un canot pour gagner l'Italie, y avait passé cinq ans, et enfin avait passé la frontière dans les Alpes. Il avait rejoint son frère dans un foyer surpeuplé de Montreuil et travaillait au noir dans le bâtiment.

Après son exploit, le gouvernement s'est empressé de déclarer que Mamoudou

serait régularisé. Macron l'a reçu personnellement et lui a accordé un diplôme pour acte de courage et de dévouement. L'occasion était trop belle de se redonner à peu de frais une image d'humanité, alors que le gouvernement mène envers les migrants une politique particulièrement répressive. Le droit d'asile va être durci. En 2017, 26 000 étrangers ont été expulsés (+ 14%), et la loi Asile et immigration actuellement en discussion vise à faciliter encore les expulsions.

Le geste héroïque de Mamoudou Gassama est une belle leçon de courage et d'humanité. Et il souligne, par contraste, l'inhumanité voire la barbarie de tous ceux qui, à droite, à l'extrême droite et sous les gouvernements successifs, passent leur temps à stigmatiser les migrants, à les expulser ou à les matraquer.

Michel Bondelet

Migrants : Mawda assassinée

Samedi 26 mai, un rassemblement de protestation s'est tenu à Dunkerque, après la mort par un tir de la police belge d'une enfant kurde irakienne de deux ans, Mawda.

La famille de Mawda avait vécu dans le gymnase ouvert par la mairie de Grande-Synthe, une commune proche de Dunkerque. Elle y avait tissé des liens avec les autres réfugiés et avec les associations d'aide aux migrants.

Mais, du fait des contrôles de plus en plus draconiens

de la police française, passer en Angleterre est devenu toujours plus difficile pour les migrants. Le jeudi 17 mai, la famille de Mawda essayait donc, avec une trentaine de migrants, d'y parvenir par la Belgique.

Des policiers ont pris en chasse leur fourgonnette. À Maisières, l'un d'entre eux a fait feu sur le véhicule. Mawda est morte d'une balle dans la tête, victime de l'acharnement policier des gouvernements belge et français contre les migrants.

Correspondant LO



Un membre de la famille de Mawda lors du rassemblement du 26 mai.

Chômage : les mensonges du gouvernement

À peine le gouvernement avait-il chanté victoire en parlant de la baisse du nombre de chômeurs au premier trimestre que les chiffres de l'Insee sont tombés pour le contredire. L'organisme officiel a annoncé le 23 mai que le taux de chômage est remonté de 0,2% pour atteindre 9,2% de la population active sur cette période, touchant toutes les classes d'âge.

Quand on voit les annonces de licenciements qui se cumulent, la situation risque encore de s'aggraver.

L'entreprise de produits informatiques Ricoh s'appête à supprimer 360 emplois en France. Le cimentier LafargeHolcim ferme ses sièges sociaux de Paris et Zurich, mettant 200 personnes à la rue.

Dans le commerce, Carrefour avait déjà annoncé la vente de 273 magasins, mettant en jeu plus de 2 100 emplois; si 50 de ces magasins ont été repris, leurs salariés n'ont toujours aucune garantie concernant leur emploi. Et ce sont maintenant les



Des travailleurs de Carrefour en lutte contre des licenciements.

magasins de jouets La Grande récré qui prévoient de fermer 53 boutiques à partir du mois de juin, sans donner encore le nombre de salariés qui vont se retrouver sur le carreau.

Ce ne sont là que

quelques entreprises, parmi les plus grandes, qui ont été retenues par les médias. Mais combien d'emplois sont supprimés quotidiennement dans toutes les PME du pays, dont seuls les journaux locaux font état?

Tout cela n'empêche cependant pas les ministres de parler de reprise, et même d'envisager de supprimer 4 000 postes à Pôle emploi, sous prétexte que le chômage baisserait!

M.L.

Agriculture : une loi pour changer quoi ?

L'examen au Parlement de la loi Agriculture et alimentation, suite à des mois de palabres au cours des états généraux de l'alimentation, montre que le gouvernement n'a aucune intention de gêner en quoi que ce soit les intérêts des grandes entreprises du secteur.

Peu importe si on laisse le glyphosate faire courir des risques aux travailleurs des champs. Peu importe si on laisse les enfants, dont un sur six est atteint d'obésité, être la cible de la publicité des vendeurs de boissons et d'aliments trop sucrés, trop gras ou trop salés. Le ministre Stéphane Travert, issu du PS, combat tous les

amendements limitant un tant soit peu les profits à venir des industriels, souhaitant ne pas avoir « à inscrire des choses par trop contraignantes dans la loi ». Mais alors à quoi bon une loi?

L'ambition affichée est de permettre aux agriculteurs de vivre de la vente de leur production. Évidemment, derrière le mot agriculteur

se cachent aussi des capitalistes qui exploitent des salariés agricoles et qui n'ont aucun problème pour très bien vivre de leurs propriétés, dont la surface se compte en centaines d'hectares.

Mais il en va différemment des petits paysans, poussés à la ruine, la vente de leur lait, viande ou fruits à des industriels ou des géants de la distribution, se faisant à des prix inférieurs à leur coût de production. Cela alors qu'en magasin le consommateur paye l'alimentation au prix fort.

La loi discutée actuellement prétend « équilibrer des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire ». Elle doit instaurer la « construction du prix à partir de l'amont » et met en avant le rôle de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires. Mais on ne voit pas pourquoi cette loi, plus que les précédentes, changerait quelque chose aux relations économiques déséquilibrées qui soumettent de petits propriétaires travaillant eux-mêmes dans

leurs champs aux grandes entreprises riches en capitaux qui leur achètent leur production.

Le capitalisme, c'est le règne de la concurrence qui concentre, dans l'agriculture comme dans les autres secteurs de l'économie, le pouvoir et la propriété dans les mains toujours moins nombreuses mais plus puissantes des actionnaires des grandes entreprises. Il faudra bien autre chose qu'un tel texte parlementaire pour remettre en cause leur dictature sur l'économie.

L.D.

Glyphosate : disparu des textes, pas des champs

Dans le projet de loi gouvernemental sur l'agriculture et l'alimentation examiné actuellement par les députés, il n'y a finalement pas un mot sur le glyphosate, un herbicide jugé dangereux et cancérigène, que le président Macron s'était pourtant engagé à interdire.

À la demande du gouvernement, tous les amendements des députés allant dans ce sens ont même été rejetés.

Pourtant, en novembre 2017, en opposition à la décision de l'Union européenne de prolonger l'utilisation du glyphosate pour cinq ans, Macron avait joué les gros bras en déclarant dans un tweet vouloir « prendre les dispositions nécessaires pour que l'utilisation du glyphosate soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans ».

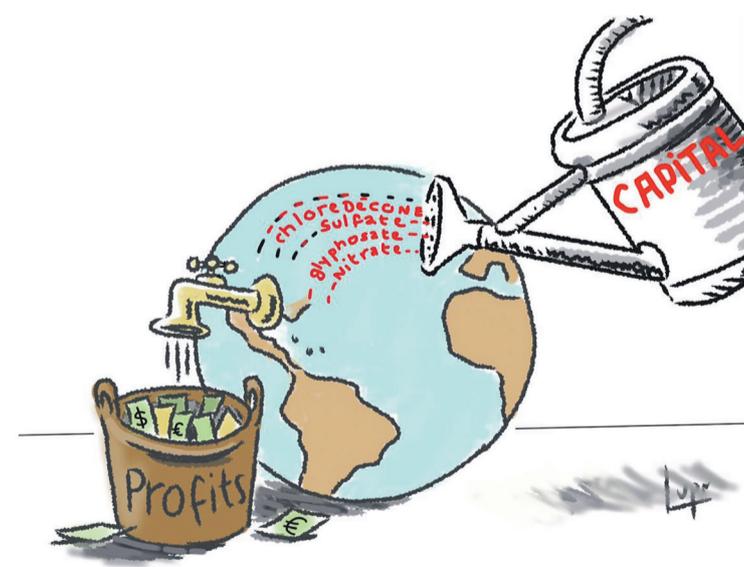
Depuis, il n'y a eu aucun engagement écrit du gouvernement et le ministre de l'Écologie, Hulot, s'est déjà

dit prêt à envisager des exceptions. Quant au ministre de l'Agriculture, il déclare régulièrement qu'il n'y aura « pas d'interdiction sans solution pour les agriculteurs ». Comme si d'ailleurs ce gouvernement se préoccupait en quoi que ce soit des petits paysans et des ouvriers agricoles, lui qui vient de bloquer l'augmentation du

minimum de retraite des agriculteurs! Il est encore plus clair quand il explique qu'il recherche une solution « avec les industriels ».

Alors, la promesse d'interdiction se flétrira-t-elle comme une mauvaise herbe aspergée de glyphosate? On peut parier que ce gouvernement au service du grand patronat prendra comme d'habitude des mesures qui ne nuisent pas aux intérêts des gros céréaliers et des trusts de l'agrochimie. Hulot devra simplement avaler une couleuvre de plus. Mais n'en a-t-il pas l'habitude?

Arnaud Louvet



Enchères : 107 700 euros la bouteille !

À Lons-le-Saunier, une bouteille de vin jaune du Jura, datée de 1774, a été adjugée à la somme record de 107 700 euros, samedi 26 mai, lors d'une vente aux enchères. Deux autres flacons du même millésime

ont atteint 76 250 euros et 73 200 euros. Une cinquantaine d'enchérisseurs ont participé à cette vente qui a démarré calmement, selon la commissaire-priseur, « et finalement, il y a eu beaucoup d'enchères », a-t-elle souligné.

La vente de l'ensemble des 115 bouteilles proposées se monte à 310 526 euros (frais compris).

Tableaux de maître, vin, tout est affaire de spéculation. Les acheteurs tiennent à rester anonymes, sans

doute de crainte qu'un jour fasse boire ces bouteilles qui représentent des dizaines d'années de salaire de travailleurs. D'autant qu'elles doivent être imbuables...

Correspondant LO

Secret des affaires : la loi du silence

Jeudi 24 mai, une commission de députés et de sénateurs s'est accordée sur un projet de loi sur le secret des affaires. Il vise à attaquer tous ceux, lanceurs d'alerte, salariés, syndicalistes, journalistes, militants associatifs, qui voudraient dénoncer les malversations de dirigeants des groupes capitalistes.

Ainsi, d'après un collectif de journalistes, de syndicats et d'associations, la définition du secret des affaires est « *si vaste que n'importe quelle information interne à une entreprise peut désormais être classée dans cette catégorie* », au point que « *des scandales comme celui du Mediator ou du Bisphenol A, ou des affaires comme les Panama papers ou Luxleaks pourraient ne plus être portés à la connaissance des citoyens* ».

Dans la plupart de ces affaires passées, ceux qui ont contribué à porter des informations sur la place publique ont dû à chaque fois affronter toutes sortes de pressions, allant jusqu'au licenciement quand il s'agissait des travailleurs des entreprises mises en cause. Certains ont été menacés de poursuites judiciaires, voire condamnés. Mais cette loi permettra aux propriétaires des grandes entreprises, qui disposent d'un arsenal de juristes et d'avocats,

d'attaquer encore plus facilement en justice tous ceux qui cherchent à dénoncer leurs agissements criminels ou crapuleux. D'autant qu'il est prévu que de telles affaires puissent être traitées par des tribunaux de commerce, où siègent des juges beaucoup plus favorables au monde des affaires auquel ils sont souvent liés.

Le gouvernement actuel et les partisans de cette loi mettent en avant la nécessité de transposer dans le droit français une directive européenne adoptée en mai 2016... et elle-même préparée sous l'impulsion de grands capitalistes, dont des trusts bien français comme Michelin, Alstom, Safran, etc. En fait, cela fait des années qu'en France les gouvernements de droite comme de gauche cherchent à mieux protéger le secret des affaires pour les grands industriels. Ainsi, en 2012, une loi punissant de trois ans de prison et de 375 000 euros



Manifestation le 16 avril 2018 à Paris.

d'amende la violation du secret des affaires a été votée.

Tout cela parce que le secret des affaires, comme le secret commercial et industriel, est un moyen pour le grand patronat de mener sa guerre économique. Il lui permet d'utiliser tous les moyens pour augmenter ses profits à l'abri des regards indiscrets. Il sert de paravent pour préparer longtemps à l'avance les fermetures d'usine, les plans de

licenciements, les restructurations. Il rend plus facile de placer ses profits, sans avoir à rendre de comptes.

Pour se défendre dans cette guerre de classe, les travailleurs ont au contraire à se battre pour la levée de ce secret, afin de pouvoir contrôler tout ce qui se passe dans les entreprises. Non seulement cela permettrait d'éviter bien des agissements scandaleux, mais cela permettrait de savoir

où va vraiment l'argent produit par le travail des salariés, à combien se montent réellement les profits et de voir qu'il serait largement possible d'interdire tous les licenciements, d'embaucher les chômeurs en répartissant le travail entre tous, tout en augmentant les salaires. Ce serait une étape dans la lutte contre la dictature du grand patronat sur la société.

Arnaud Louvet

Loi Schiappa : un monceau d'hypocrisies

Dans le projet de loi présenté par Marlène Schiappa à l'Assemblée nationale, il est indiqué en introduction que « la persistance des violences sexistes et sexuelles est intolérable dans un État de droit respectueux du principe républicain d'égalité entre les femmes et les hommes ».

Un État de droit respectueux ? On se demande de qui se moque la secrétaire d'État à l'égalité hommes-femmes, avec cet État si respectueux du principe d'égalité qu'on ne compte plus le nombre de lois votées sans que rien ne change !

Pour cette nouvelle loi, voulue par Marlène Schiappa, qui s'est mise au service de Macron en même temps que de sa propre carrière, le gouvernement a orchestré une campagne de communication sur tout ce qui allait prétendument changer. Il avait entre autres annoncé une amélioration de la répression des viols et autres abus sexuels commis sur les mineurs de quinze ans, notamment lorsqu'ils sont commis par les majeurs. Le gouvernement avait promis un âge minimum en dessous duquel un ou une mineure ne peut être considéré comme ayant donné son consentement.

Au final, avec la loi, les

victimes devront toujours apporter la preuve qu'elles n'étaient pas consentantes et aucun âge minimum n'a été décidé. Par ailleurs, une lettre ouverte à l'initiative du mouvement féministe Groupe F, alerte : « *En créant un nouveau délit, celui d'atteinte sexuelle sur mineur*

par pénétration, puni de dix ans de prison, la loi facilitera le renvoi vers le tribunal correctionnel des affaires de viols sur mineur, affaires dans lesquelles on estime souvent que la contrainte ou la surprise seraient difficiles à établir. » Un des arguments en faveur de cette loi est que les tribunaux d'assises dans lesquels sont jugés les viols sont engorgés. Le gouvernement voulant réduire encore le budget de la Justice, il voudrait faire passer les affaires de viol

en correctionnelle, quitte ainsi à les considérer de fait comme des délits et non des crimes.

Quant aux travailleuses victimes de harcèlement sexuel dans les entreprises, un numéro vert devrait être mis en place. Pourtant, il existe déjà une association, l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT), qui a mis en place une ligne téléphonique, depuis plusieurs années. Mais dernièrement

cette association a été noyée par les appels, à tel point qu'elle a dû fermer sa ligne téléphonique le 31 janvier. Marlène Schiappa préfère visiblement couper l'herbe sous le pied d'une association qui aide juridiquement les travailleuses à porter plainte contre les violences sexuelles au travail et à traîner leur employeur devant les tribunaux et, quelquefois à gagner, comme l'ont fait les ouvrières de l'entreprise de nettoyage Reinier. Et le numéro mis en place sera chapeauté par le ministère du Travail, un ministère qui s'est illustré ces dernières années par les attaques menées contre les travailleurs.

Même déclarée grande cause du quinquennat, la lutte contre les inégalités hommes-femmes, et le harcèlement qui en découle, est le cadet des préoccupations du gouvernement. Les travailleuses, les femmes harcelées n'ont rien à attendre de politiciens qui se sont mis au service des plus riches et qui se consacrent à la défense de l'ordre social établi, si injuste soit-il.

Sylvie Mir



Parcoursupercherie : non à la sélection !

Le 28 mai, six jours après l'ouverture de la plateforme Parcoursup le 22 mai, 65 % des quelque 800 000 lycéens candidats à des études supérieures auraient reçu une proposition favorable.

Sur BFM-TV, le ministre de l'Éducation nationale a balayé les inquiétudes des lycéens et des familles, déclarant que Parcoursup est « une amélioration par rapport au système précédent ». « Ça ne peut pas se discuter », a-t-il conclu, ajoutant qu'il ne faut pas nourrir d'angoisses et mettant en accusation les enseignants qui dénoncent la nouvelle procédure d'orientation concoctée par le gouvernement.

De l'angoisse et même de la colère, il y en a. Certes, le système APB (admission post-bac) ne garantissait pas à chaque élève de terminale l'orientation de son choix et la sélection passait dans certaines filières universitaires par le tirage au sort. Mais Parcoursup renforce la sélection en donnant aux établissements d'enseignement supérieur les moyens

de choisir leurs étudiants sur des critères plus ou moins ténébreux, ce à quoi des universitaires refusent d'ailleurs de se prêter.

Bien sûr, Parcoursup n'invente pas la sélection dans l'enseignement supérieur ou dans l'enseignement tout court. Celle-ci existe et elle est d'abord liée à des facteurs sociaux : ainsi, encore aujourd'hui, 60% des enfants d'ouvriers ont un diplôme inférieur au bac et seulement 4 % d'entre eux terminent leurs études à bac+5. Mais Parcoursup permet de trier un peu plus encore. En trente ans, le nombre d'étudiants a augmenté de 30% ; depuis 2013, ce nombre est en augmentation constante. Les gouvernements successifs, et le gouvernement Macron n'échappent pas à la règle, ont refusé de consacrer les

moyens financiers à les accueillir et à leur garantir des études dans de bonnes conditions. Parcoursup est l'aveu que, pour les jeunes qui veulent faire des études supérieures, les projets et les inclinations de chacun ne sont pas les critères décisifs.

La sélection est la philosophie du gouvernement Macron, qui de façon décomplexée annonce qu'il n'y aura pas de place pour tout le monde, du moins, de place correspondant au choix fait par un élève de terminale. Et bien sûr, dans cette lutte, ce sont les élèves des meilleurs lycées et des milieux les plus favorisés qui sont les mieux armés.

Quoi qu'en dise le ministre de l'Éducation nationale, la jeunesse scolarisée, en particulier celle des quartiers populaires, a de quoi être inquiète et même en colère face au monde auquel on veut la condamner.

Boris Savin

Rafle au lycée Arago : le gouvernement joue l'intimidation

Le 22 mai, entrés dans le lycée Arago, dans le 12^e arrondissement de Paris, pour tenir une assemblée générale contre Parcoursup au moment de la dispersion de la manifestation des travailleurs des services publics, une centaine de lycéens d'établissements parisiens en ont été délogés par plusieurs centaines de CRS.

Ils ont été retenus pendant des heures dans les fourgons de la police, avant de passer près de 48 heures en garde à vue. Les parents

ne savaient pas où se trouvaient leurs enfants, dispersés dans plusieurs commissariats parisiens, alors qu'une ordonnance de 1945 impose de les prévenir dès qu'un mineur est placé en garde à vue.

Au bout du compte, 67 d'entre eux ont été déferés devant un juge, dont 27 mineurs. La plupart ont reçu un simple rappel à la loi, mais des mises en examen ont été notifiées, notamment pour des mineurs.

Selon le parquet de Paris,

les deux infractions retenues lors des gardes à vue et ensuite pour les poursuites judiciaires sont « l'intrusion dans un établissement d'enseignement scolaire » et « la participation à un groupement en vue de commettre des violences ou des dégradations », passibles chacune d'un an de prison et, respectivement, de 7 500 euros et 15 000 euros d'amende.

C'est le procureur de la République et en fait, derrière lui, le ministère de l'Intérieur qui réclament cette fermeté. L'objectif est assez clair : intimider les jeunes pour qu'ils restent à leur place, en silence, et intimider les parents pour qu'ils retiennent leurs enfants de manifester.

Les arrestations et leur traitement juridique ont plutôt suscité la colère. Déjà, mardi 29, un rassemblement de protestation a eu lieu devant le lycée. Lutte ouvrière s'associe aux rassemblements organisés pour protester contre ces tentatives d'intimidation et exiger la levée des poursuites.

B.S.

PARCOURSUP : 50% DES ÉLÈVES REFUSÉS OU EN ATTENTE



UNEF-Paris IV : une porte-parole symbolique ?

L'apparition le 12 mai dans les médias de la présidente de l'UNEF-Paris IV, la section locale du syndicat étudiant, a suscité plus de commentaires du fait de son voile islamique noir et moutarde que par ses paroles, prononcées en soutien au mouvement étudiant contre la loi ORE-Vidal.

Cela a bien sûr suscité un chœur de protestations et d'insultes du côté de la droite et de l'extrême droite. Du côté des ministres de Macron, Marlène Schiappa s'est empressée de stigmatiser une prétendue « promotion d'un islam politique ». Le ministre de l'Intérieur s'est indigné de cet affichage de la « différence avec la société française » et de la « provocation ». La présidente nationale de l'UNEF, elle, a totalement assumé le choix de la section Paris-IV de s'être donné la jeune étudiante voilée comme porte-parole.

Cette dernière, qui se déclare croyante et affirme « vivre avec son temps », n'hésite pas à se revendiquer d'un supposé féminisme car, selon elle, « il n'y a pas qu'un seul féminisme, il y en a des différents, divers et variés ». C'est sans doute son opinion, ainsi que celle d'une partie de ses camarades de la section UNEF-Paris IV qui l'ont désignée. Mais il n'est pas anodin, et encore moins féministe, que la direction

du syndicat étudiant s'affirmant progressiste et défenseur « des principes de laïcité et de féminisme » approuve et défende l'image rétrograde que cette responsable tient à afficher.

En tout cas, se donner une porte-parole qui présente cette image de la femme volontairement couverte, et de manière ostentatoire, c'est au moins considérer que cela n'a pas d'importance, alors que les hommes, eux, ne subissent aucune obligation sociale de ce genre. C'est, sinon de la démagogie vis-à-vis des idées rétrogrades sur les femmes, du moins céder devant un certain conformisme. Et c'est surtout, de la part de dirigeants syndicaux étudiants, choisir un camp qui n'est pas celui des femmes iraniennes emprisonnées pour avoir jeté leur voile, ni celui des femmes et des filles agressées, parfois mortellement, pour avoir refusé de se soumettre.

Viviane Lafont



Publications de Lutte ouvrière

Brochures du Cercle Léon Trotsky

— Brésil : des révoltes d'esclaves aux luttes du prolétariat (n° 153, 16 février 2018)

— L'explosion sociale de mai-juin 1968 (n° 154, 13 avril 2018)

Prix : 2 euros par brochure. Ajouter 1,50 euro pour les frais d'envoi, et 3 euros à partir de deux brochures.

Paiement par chèque à l'ordre de : Lutte ouvrière (BP 20029, 93501 Pantin Cedex).

— Mai-Juin 1968. Souvenirs de militants ouvriers 544 pages.

Prix : 18 euros. Ajouter 2 euros par exemplaire pour les frais d'envoi.

Paiement par chèque ou en ligne, depuis le site Internet de Lutte ouvrière.

Italie : crise et manœuvres de l'extrême droite

La crise politique italienne a connu le 27 mai un nouveau rebondissement. Il avait fallu près de trois mois pour que se dessine une alliance entre la Ligue d'extrême droite et le Mouvement 5 étoiles (M5S), qu'elle aboutisse à un projet de gouvernement et finalement s'accorde sur l'homme chargé de le diriger. Avant que tout s'écroule devant le refus de Mattarella, le président de la République, d'accepter la nomination du ministre de l'Économie que les deux partis lui proposaient.

Mattarella, cantonné habituellement aux inaugurations de monuments et autres visites protocolaires, a opposé un énergique veto au nom de l'économiste octogénaire Paolo Savona. Selon le président, ses positions anti-euro étaient de nature à plonger le pays dans la crise, dans un scénario à la grecque. Il a donc prié Salvini et Di Maio, les dirigeants respectifs de la Ligue et du M5S, de lui proposer un autre ministre de l'Économie. Si Di Maio, impatient d'occuper le ministère du Travail qu'il s'était octroyé, était prêt à en discuter, Salvini a choisi d'en faire un motif de rupture et de réclamer la tenue de nouvelles élections. Et Di Maio a bien été obligé de suivre le mouvement.

Mattarella justifie le rejet de Savona au nom de la Constitution, des valeurs de la République, voire de l'antifascisme, et surtout de

la sauvegarde des intérêts des petits épargnants, menacés par une hausse des taux d'intérêt. Le Parti démocrate de centre-gauche, laminé aux dernières élections, s'est empressé de le soutenir, faisant de Mattarella son nouveau héros et appelant à une manifestation pour « les institutions antifascistes » qu'il est censé incarner.

Le CV de l'homme qu'a choisi Mattarella pour former un gouvernement technique, avant de nouvelles élections, en dit plus long sur les intérêts que servent tous ces politiciens que les grands discours républicains. Après avoir été l'un des dirigeants des affaires fiscales du Fonds monétaire international, ce Cottarelli fut le Monsieur anti-dépense publique du gouvernement Letta en 2013. Cet homme de la bourgeoisie promet donc d'assurer la continuité de la politique d'austérité et de reculs que la



Cottarelli, un spécialiste de la finance et des politiques d'austérité.

classe ouvrière subit depuis des décennies.

Salvini, lui, a beau jeu de dénoncer le mépris pour les millions d'électeurs qui ont placé son parti et le M5S en tête lors des élections du 4 mars et dont l'expression est piétinée par Mattarella, au nom de la démocratie ! Il a mis en scène son refus d'envisager un autre ministre de l'Économie et a désigné comme ennemie à abattre l'Union européenne, qui aurait téléguidé Mattarella. « L'Italie n'est pas une colonie, elle n'est pas l'esclave de l'Allemagne et de la France », s'est-il exclamé, avant d'appeler à une manifestation « drapeau tricolore en main » le 2 juin, jour anniversaire de la proclamation de la République italienne en 1946.

Salvini, qui n'a pas vraiment cessé d'être en campagne électorale, parie sur

une progression encore plus importante de la Ligue dans de nouvelles élections. Elle est probable. La Ligue doit son succès, y compris dans une partie de l'électorat ouvrier, à sa démagogie contre les institutions européennes « qui oppriment les Italiens » et contre les migrants accusés d'envahir le pays et de causer l'insécurité. Elle y a associé des promesses sur le terrain social, notamment celle d'abolir le Jobs Act – la loi travail version italienne – et de revenir sur l'âge de la retraite, bref d'annuler des coups qui ont été portés aux travailleurs par les gouvernements de centre-gauche précédents.

Comme tout bon démagogue, Salvini sait associer des promesses aux classes laborieuses et autres propos radicaux contre les puissants – qui sont bien sûr

étrangers – à des clins d'œil destinés aux petits patrons du nord de l'Italie, qui constituent une partie de sa base électorale et auxquels il garantit l'abaissement du taux d'imposition. Le tout est assaisonné d'un assouplissement de la loi sur la légitime défense et de la promesse d'une politique acharnée contre les immigrés.

Quelle que soit l'issue de la crise actuelle, les travailleurs ne pourront retrouver des perspectives qu'avec la conscience qu'ils n'ont là que des ennemis politiques. C'est le cas des Mattarella et consorts, vieux garants de l'ordre bourgeois, tout comme des Salvini et Di Maio, qui aspirent à prendre leur place en s'appuyant sur les idées les plus réactionnaires et les plus dangereuses pour la classe ouvrière.

Nadia Cantale

Les marchés financiers en embuscade

Le président Mattarella a obéi à la pression des marchés financiers, qui se livrent depuis quelques jours à des opérations spéculatives contre l'Italie.

Dès que les tractations entre les deux partis, qui ont dirigé une partie de leur démagogie contre l'Union européenne, ont débouché sur la désignation d'un chef de gouvernement, les financiers ont commencé à revendre des emprunts d'État italiens ou des actions de sociétés

italiennes. La Bourse de Milan a perdu 4% en quelques jours, tandis que les taux d'intérêt auxquels l'État italien peut emprunter se sont envolés. Alors que l'Allemagne emprunte actuellement à dix ans avec un taux de 0,8%, celui de l'Italie vient de dépasser 3% pour la même

monnaie, l'euro.

L'Italie subit le même genre d'attaques que la Grèce en 2011. Les marchés financiers, autrement dit les banques, les fonds d'investissement, des capitalistes divers et variés mais bien réels, ni virtuels ni anonymes, entendent ainsi peser sur la politique économique des futurs gouvernements italiens. La Ligue et le M5S ne comptaient pas sortir de

l'euro, mais ils avaient fait quelques vagues promesses qui, appliquées, auraient pu accroître le déficit public. Au pouvoir, ces deux partis auraient évidemment mené la politique antiouvrière exigée par la bourgeoisie. Mais la pression des financiers, relayée par une multitude de journalistes, est d'abord destinée à faire accepter les sacrifices aux classes populaires, en Italie comme ailleurs. Comme l'a déclaré avec cynisme un commissaire européen, « les marchés financiers vont apprendre aux Italiens à bien voter ».

Au-delà de la crise politique italienne, ces attaques spéculatives révèlent la persistance de la crise financière en général et de celle de la zone euro en particulier. L'Espagne a d'ailleurs subi une offensive similaire, du fait des déboires politiques du gouvernement Rajoy. Quoi qu'en disent ministres et économistes, l'économie capitaliste n'est pas sortie de la

crise. Les grandes banques continuent d'emprunter à des taux quasiment nuls auprès des banques centrales, mais n'utilisent presque pas ces capitaux pour investir dans la production ou dans des infrastructures utiles. Il y a tellement de capitaux disponibles en circulation, à la recherche d'opérations spéculatives profitables à très court terme, que toutes les crises politiques sont bonnes à exploiter.

Ce faisant, les spéculateurs aggravent les difficultés des pays concernés. Ils prennent le risque de faire éclater la zone euro, ce qui déclencherait une crise plus grave encore. Par leur chantage permanent sur les gouvernements, ils alimentent l'hostilité des classes populaires vis-à-vis de l'Union européenne, renforçant un peu plus les partis xénophobes comme la Ligue ou le Mouvement 5 étoiles en Italie.

Xavier Lachau



Inquiétude parmi les spéculateurs des banques européennes.

Irlande :

vote massif pour la libéralisation de l'avortement

Lors du référendum qui s'est déroulé le 25 mai en Irlande, plus des deux tiers des votants (66,4%) se sont déclarés favorables à l'abrogation du 8^e amendement de la Constitution, qui interdit l'avortement, avec un taux de participation de 64,1%, un record pour ce genre de scrutin.

Nombre de partisans du oui ont été des jeunes, majoritairement des femmes. Dans les générations précédentes, elles ont été nombreuses à militer en faveur de l'abrogation du 8^e amendement, exprimant pour la première fois les difficultés et les humiliations qu'elles avaient affrontées lorsqu'elles avaient dû avorter. Et si le oui l'a majoritairement emporté à Dublin, avec 75% des voix dans certains quartiers, il est largement majoritaire dans le reste du pays, aux alentours de 60%, y compris dans les régions campagnardes. Seul le Donegal, un comté rural du nord-ouest, a placé le non en tête, mais de peu, à 51,9%. Beaucoup d'hésitants, souvent en raison de leur tradition catholique, ont finalement aussi opté pour le oui, tel ce chauffeur de taxi pour qui « *le cœur dit non, mais la raison dit oui* ».

Une législation répressive

Avec l'Irlande du Nord et Malte, l'Irlande a la législation la plus répressive en matière d'avortement en Europe. Le 8^e amendement, adopté par référendum en 1983 sous la pression du lobby catholique, avait pour but d'inscrire dans la Constitution l'égalité du droit à la vie entre le fœtus et la mère, interdisant ainsi toute modification par voie parlementaire de la vieille loi de 1861. Du coup, sauf arrêt contraire de la Cour suprême qui ne pouvait être prononcé que dans des cas individuels, l'avortement restait non seulement interdit mais punissable de la prison à perpétuité.

Un premier assouplissement eut lieu en 1992, reconnaissant aux femmes le droit de recourir à l'avortement sans risquer de poursuites, mais seulement si elles se rendaient à l'étranger. Les formes d'information à ce sujet furent aussi légalisées. Dans le contexte lourdement marqué par l'emprise de



PETER MORRISON/AP

l'Église catholique, c'était un progrès. Mais c'était un progrès fortement chargé d'hypocrisie et d'injustice sociale, puisque seules pouvaient en bénéficier les femmes qui en avaient les moyens, car le coût d'un tel voyage pouvait aller jusqu'à 2 000 euros, voire le double en cas d'intervention tardive.

Selon certaines estimations, 170 000 femmes se seraient rendues en Hollande et surtout en Angleterre depuis 1992. Mais, pour la majorité des femmes de milieux populaires, cette libéralisation restait inaccessible, soit par manque de moyens financiers, soit parce qu'en dehors des grandes villes la pression du conformisme social et l'absence d'organisme de planning familial faisaient qu'elles n'avaient personne à qui s'adresser.

La mobilisation militante a pesé

Le véritable tournant vint en 2012, après le choc causé par la mort par septicémie de Savita Halappanavar, une jeune dentiste d'origine indienne que les médecins avaient refusé d'avorter alors qu'elle faisait une fausse couche. En 2013, la loi fut alors un peu assouplie en autorisant l'avortement dans quelques cas très encadrés, dont celui de danger de mort pour la mère, et en ramenant la peine maximale encourue dans les autres cas à quatorze ans de prison.

À partir de cette époque, des groupes n'ont cessé

de militer pour le droit des femmes à disposer de leur corps, à commencer par celui d'avorter. Peu à peu, la campagne en faveur de la libéralisation de l'avortement gagna du terrain, au point que, dès son arrivée au pouvoir, le Premier ministre Leo Varadkar, leader du parti de la droite libérale Fine Gael et porte-parole de son aile moderniste, fit de la promesse d'un référendum sur le 8^e amendement son cheval de bataille. Cela lui permettait à la fois de promouvoir son image de renouvateur, de redorer le blason de son parti passablement terni par sept années de gestion d'une crise financière catastrophique, et de gagner des électeurs sur sa gauche, en particulier dans la jeunesse.

Quant à l'Église catholique, qui n'a cessé depuis l'indépendance du pays en 1921 de faire peser sa chape

de plomb sur les consciences, elle a été étrangement silencieuse pendant la campagne du référendum. Il faut dire que les scandales qui se sont succédé ont fait douter de sa prétendue volonté de protéger les enfants. Après celui des blanchisseries pour filles-mères, les Magdalene laundries, où celles-ci étaient traitées en esclaves tandis que leurs enfants leur étaient enlevés pour être vendus à de riches Américains, il y a eu les nombreux cas de pédophilie dans le cadre de ses institutions. Puis il y a eu surtout la mise au jour en 2014 d'un charnier de près de 800 fœtus et d'enfants de moins de 3 ans morts de malnutrition ou de mauvais traitements dans l'un de ses orphelinats. L'Église catholique a donc sans doute jugé plus sage de se faire oublier.

D'ici quelques mois, le temps de légiférer, on peut espérer que sera tournée la page de décennies d'obscurantisme religieux opprimant plus particulièrement les femmes. C'est en tout cas cet espoir que des foules en liesse ont manifesté dans la rue dès les premiers résultats du vote connus, et il y a eu effet de quoi se réjouir.

Mais ce ne sera certainement pas la fin de la lutte pour les femmes, qui devront comme en France continuer à se battre pour qu'il y ait assez de médecins qui ne se retranchent pas derrière leur « conscience » pour leur fermer la porte au nez, et surtout assez de centres de soins pour les accueillir avec les financements nécessaires pour que ces soins soient gratuits, ce dont il n'est encore nullement question.

Marianne Lamiral

États-Unis : Starbucks et le racisme au quotidien

Le 12 avril dernier, dans un café Starbucks de Philadelphie, deux hommes étaient arrêtés, menottés et emmenés par la police. Leur seul tort ? Ne pas avoir consommé, alors qu'ils attendaient quelqu'un avec qui ils avaient rendez-vous. En réalité, ils étaient surtout coupables d'être Noirs, dans un lieu traditionnellement fréquenté par les Blancs de la classe moyenne. Cet incident raciste a été filmé par

une cliente, la vidéo a été vue des millions de fois, ce qui a donné lieu à une vague de protestations.

Plus récemment, dans un Starbucks de La Cañada Flintridge, au nord de Los Angeles, un travailleur hispanique avait commandé deux cafés glacés. À l'employé qui l'a servi, il avait indiqué se prénommer Pedro, avant de découvrir qu'une insulte raciste (beaner : haricot) figurait sur les

gobelets de sa commande.

Le PDG s'est excusé et Starbucks a fermé ses 8 000 cafés le 29 mai pour l'après-midi, le temps selon la société d'une formation contre le racisme dispensée aux employés de la chaîne. La multinationale redoutait de faire l'objet d'un boycott qui aurait entamé ses milliards de dollars de bénéfices. De quoi devenir antiraciste.

M. B.



Macron et al-Sarraj.

Sommet interlibyen : Total s'impatiente

Mardi 29 mai, pour la seconde fois en moins d'un an, un sommet inter-libyen se tenait à Paris. En réunissant les leaders de plusieurs camps rivaux pour leur faire signer un protocole d'accord, Macron voudrait faire avancer les intérêts de l'impérialisme français en Libye. Mais, en cherchant à imposer « sa » solution politique, il pourrait tout aussi bien rallumer les conflits armés entre milices rivales.

En 2011, les grandes puissances occidentales se sont lancées dans une intervention militaire, initiée par la France, pour chasser du pouvoir le dictateur libyen de l'époque, Mouammar Kadhafi. La Libye s'est alors transformée en champ d'action d'une multitude de milices s'affrontant d'un bout à l'autre du pays, avec alliances et retournements d'alliances incessants.

En décembre 2015, sous la pression des grandes puissances, un accord entre divers leaders de ces milices était signé pour la mise en place d'un gouvernement de coalition. Mais, si le Premier ministre de ce gouvernement était nommé, Fayez al-Sarraj, il a fallu des mois pour que la composition du gouvernement soit annoncée et des mois pour qu'al-Sarraj quitte son exil tunisien et s'installe vraiment en Libye à Tripoli. Ce pouvoir fantoche s'est heurté à l'opposition constante du regroupement de milices de l'est du pays, nommé pompeusement Armée nationale libyenne. À sa tête se trouve le maréchal Khalifa Haftar, ancien militaire du régime de Kadhafi, qui a rompu avec ce dernier en 1987. Ce sont ces deux parties que le gouvernement français voudrait marier dans l'urgence.

Mais, d'une part, l'autorité de ces leaders sur leur propre camp est toute

relative. À Tripoli, censée être le siège du pouvoir d'al-Sarraj, la ville est en réalité contrôlée par un quartet de milices qui font leur loi et « s'approprient l'essentiel des ressources de la capitale », comme l'a confié un leader local à un journaliste français. Quant au camp d'Haftar, il n'y a qu'à voir comment sa cohésion a été menacée il y a encore quelques semaines, quand Haftar a dû être hospitalisé à Paris pour accident cérébral.

D'autre part, bien des milices, et non des moindres, ne se retrouvent derrière aucun de ces deux leaders. Il y a quelques semaines, les milices des villes de Zentan et Misrata, qui comptent parmi les groupes armés les plus puissants de l'ouest du pays et s'étaient affrontées pour la domination de Tripoli en 2014, se sont alliées. C'est une menace directe pour les camps représentés par al-Sarraj et par Haftar. Enfin, il faut aussi ajouter que, si bien des milices dans chacun de ces camps se revendiquent de l'intégrisme salafiste le plus réactionnaire et organisent des polices des mœurs coercitives à l'Est comme à l'Ouest, les milices djihadistes liées à Daech n'ont pas disparu non plus. Elles se sont encore manifestées le 2 mai dernier à Tripoli avec un attentat qui a fait 14 morts.

Voilà le chaos libyen que

Macron entend régler d'un coup de cuillère à pot en annonçant l'organisation d'élections nationales législatives et une élection présidentielle pour le 10 décembre prochain. Si jamais ces élections avaient lieu, elles ne pourraient être qu'une mascarade pour introniser aux yeux des opinions publiques occidentales un pouvoir choisi par certaines grandes puissances, tout au moins la France. Mais même la tenue de ces élections est une gageure.

Les raisons de la précipitation de Macron sont sûrement à chercher du côté des intérêts du groupe Total, qui lorgne sur le pétrole libyen et qui s'y est même déjà engagé financièrement. Mais cette pression française pourrait très bien être le déclencheur de nouveaux affrontements, entre des milices associées à l'accord de Paris, ou qui en seraient satisfaites, et d'autres qui, exclues de l'accord, se sentiraient lésées. Les grandes puissances souhaiteraient trouver une solution au problème du chaos libyen qu'elles ont elles-mêmes engendré, à commencer par des puissances européennes comme la France et l'Italie dont les côtes se trouvent à un millier de kilomètres à peine. Mais leurs intérêts aussi sont concurrents.

Quant au sort des populations locales et des migrants, pour qui la Libye est devenue un enfer, leurs dirigeants s'en moquent. Tout au plus aimeraient-ils qu'un pouvoir suffisamment fort réussisse à retenir les migrants sur le sol africain, sans vouloir savoir à quel prix.

Pierre Royan

Nigeria : le pillage des trusts pétroliers

Le procès de deux compagnies pétrolières, l'italienne ENI et l'anglo-néerlandaise Shell, accusées de corruption au Nigeria, devrait s'ouvrir à Milan le 20 juin, à l'issue de deux reports arrachés par une armée d'avocats.

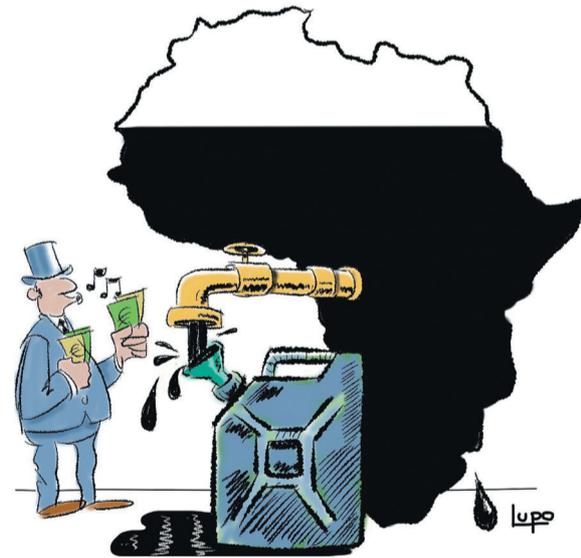
Après la mise en examen du milliardaire Bolloré par la justice française, lui aussi soupçonné de corruption en Afrique, cette affaire vient rappeler que, si les dirigeants africains sont souvent corrompus, la source essentielle de cette corruption provient des trusts de pays impérialistes occidentaux.

Les deux compagnies sont accusées d'avoir versé en 2011 un milliard d'euros de pots-de-vin pour un champ pétrolier prometteur à un intermédiaire, Dan Etete. Il y a vingt ans, celui-ci avait profité de son poste de ministre du Pétrole du Nigeria pour s'attribuer les droits sur ce champ. Depuis, le champ a changé de main au gré des alternances à la tête du pays, passant à Shell puis à une compagnie opaque fondée par Dan Etete et enfin à l'État du Nigeria. Avec l'arrivée au pouvoir du président Goodluck Jonathan ont commencé les négociations menant en 2011 à la vente du champ pétrolier à Shell et à l'ENI pour 1,3 milliard de dollars versés à l'État nigérian, dont il a reversé

800 millions à Dan Etete. À partir de là, l'argent se perd dans un vaste réseau de sociétés offshore et de grandes banques, dont JP Morgan. Le procureur de Milan, Fabio De Pasquale, qui avait déjà fait condamner Silvio Berlusconi pour évasion fiscale, est arrivé à la conclusion que la piste de la corruption aboutissait à des dirigeants de l'ENI et de Shell et à des responsables politiques de différents pays. Avec l'arrivée à la tête du Nigeria d'un nouveau président, qui n'utilise pas les mêmes intermédiaires que Goodluck Jonathan, la justice nigériane se penche aussi sur la question.

Le Nigeria figure dans la liste des premiers producteurs mondiaux de pétrole, mais sa population ne profite en rien de cette richesse et vit en majorité dans la misère. La responsabilité en est aux compagnies pétrolières qui détournent allègrement la principale ressource du pays, quitte à laisser au passage quelques milliards de pourboire à leurs complices nigériens.

Daniel Mescla



Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 192 (mai-juin 2018) :

- Les cheminots tiennent tête à Macron
- Corée : un dégel sous la menace d'un revirement des États-Unis
- Référendum en Nouvelle-Calédonie, entre domination coloniale et impasse nationaliste
- Les enjeux gaziers et pétroliers au Proche et au Moyen-Orient
- La situation politique, économique et sociale aux États-Unis en 2018

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro.



Le mouvement bradé par les appareils syndicaux

À partir du lundi 20 mai 1968, les dirigeants syndicaux de la CGT et du PCF, de peur d'être dépassés par les grèves qui avaient démarré spontanément comme ils l'avaient été par le mouvement étudiant, avaient ouvert les vannes. Ils avaient demandé à leurs militants de prendre l'initiative de mettre les entreprises en grève, mais aussi d'en garder le contrôle en renvoyant les travailleurs chez eux.

Le mouvement gréviste gagna tout le pays et toutes les corporations. Pour des millions de travailleurs, le moment était venu de poser la question des bas salaires, des conditions de travail très dures et de tout ce qu'imposait depuis des années un patronat comme toujours avide de profits.

En route pour Grenelle

Avant même que le mouvement gréviste ait atteint son sommet, avec dix millions de grévistes, les manœuvres se multiplièrent pour le détourner vers des impasses, y mettre fin et priver les travailleurs de ce que ce formidable rapport de force pouvait leur laisser espérer.

Le secrétaire de la CGT Georges Séguy, dans *L'Humanité* du 22 mai, donnait le ton sous le titre «*La CGT, une grande force tranquille*», en déclarant : «*L'opinion publique a été très favorablement impressionnée par la façon dont nous avons, avec fermeté, stoppé les provocations et les mots d'ordre aventuriers... Nous seuls avons ramené à la raison les étudiants prêts à envahir Renault... Cela n'aurait pas été possible si nos militants responsables, conformément à nos recommandations, n'avaient occupé, dès les premières heures, les lieux, ce qui leur permet en*

outre d'assurer la sécurité et l'entretien de tout ce qui est névralgique. Le gouvernement sait à quoi s'en tenir.»

La CGT, d'ailleurs, ne mettait en avant qu'un programme revendicatif extrêmement vague : «*Réduction de la durée du travail, augmentation des salaires, véritable politique de l'emploi*», sans avancer aucun chiffre ! Pourtant, dans les usines, les bureaux, partout où avaient été adoptées des revendications, elles étaient très précises : c'était notamment pas de salaire inférieur à 1 000 francs, une augmentation de 200 francs pour tous (soit près de 25% pour la majorité des ouvriers), l'échelle mobile des salaires et le retour immédiat aux 40 heures.

Le 24 mai, avant l'ouverture des grandes manœuvres, De Gaulle tenta vainement de reprendre la main. À 20 heures, il fit l'annonce d'un référendum sur la participation, promettant de se retirer s'il n'avait pas la majorité. Sa proposition fit un flop magistral, symbolisé par la réponse des 50 000 manifestants ouvriers et étudiants rassemblés ce jour-là à la gare de Lyon à Paris à l'appel de l'Unef, malgré le dénigrement de la CGT et du PC. «*Adieu De Gaulle, adieu*», fut leur réponse, avant qu'ils soient noyés sous un nuage de gaz lacrymogènes.



Le meeting monstre de Charléty.

Grenelle et la trahison du mouvement

Depuis quelques jours déjà, dès le 22 mai en réalité, le jeune secrétaire d'État Jacques Chirac avait noué des liens directs et secrets avec la direction de la CGT pour préparer la liquidation de la grève. Et c'est le 25 mai à Grenelle, au ministère du Travail, que s'ouvrit la séance officielle de négociation. Toutes les confédérations syndicales étaient réunies avec l'ensemble du gouvernement sous la présidence de Pompidou, et bien sûr les représentants du patronat. Une véritable comédie se mit en place. Il fallait donner le spectacle d'une négociation longue, dure, où les syndicats se battaient pied à pied pour défendre des revendications très modestes en réalité. Du coup, cette négociation se poursuivit toute la nuit, pour aboutir à ce qu'on allait appeler les accords de Grenelle.

Il s'agissait d'une trahison des millions de grévistes du pays : seul le salaire minimum, le smig, augmentait de 35%. Mais il ne touchait qu'une infime partie des travailleurs, 5%. Pour le reste, l'augmentation des salaires était limitée à 7% tout de suite et 3% en octobre, en incluant les augmentations déjà prévues. Avec une inflation frôlant les 5%, c'était à peine plus que ce qui était déjà prévu dans la plupart des entreprises. Donc, il n'y avait rien sur les salaires, et quasiment rien sur la réduction du temps de travail, «*à négocier pour une diminution progressive*». Seuls les appareils syndicaux se voyaient renforcés dans les entreprises, en remerciement du bradage de la grève. Quant

aux heures de grève, elles n'étaient pas payées mais devraient être récupérées.

Les confédérations syndicales bradaient ainsi une grève de dix millions de travailleurs. Tout fier de lui, et pour précipiter la fin de la grève, Séguy alla présenter ce résultat aux travailleurs de l'usine Renault de Billancourt. Mal lui en prit car, dès qu'il eut fini d'énumérer les termes de son accord, ce qu'il appelait des «*avancées*», il fut accueilli par la formidable bronca de 15 000 ouvriers furieux qu'on ose leur présenter cela comme les conditions d'une fin de la grève. Séguy dut immédiatement reculer, en déclarant qu'il appartenait aux travailleurs de décider. C'était un gros mensonge, car à aucun moment il ne demanda au gouvernement de renégocier quoi que ce soit. «*On n'a jamais lancé un ordre de grève générale, aussi il appartient aux travailleurs dans chaque entreprise de voir ce qu'ils veulent*», osa déclarer Séguy, façon de dire que désormais la CGT se lavait les mains du résultat du mouvement. En effet les confédérations allaient laisser les travailleurs isolés se débrouiller entreprise par entreprise, comme s'il n'y avait pas eu de mouvement général. Après le bide de Grenelle, la grève continua, mais comme s'il s'agissait d'une addition de conflits particuliers.

Manœuvres en tous genres

Ceux qui voulaient répondre à cette manœuvre se retrouvèrent à Paris au stade Charléty le 27 mai. Il y eut là 50 000 personnes, qui se sentaient en rupture avec la politique du PCF et

de la CGT. Mais déjà les appareils politiques de la gauche se préparaient à l'éventualité de devoir assurer le pouvoir politique en cas d'un départ de De Gaulle. Mendès France fit un tour à Charléty, mais renonça à y prendre la parole vu l'état d'esprit des manifestants, qui demandaient la continuation de la grève et «*le pouvoir aux travailleurs*». Le lendemain, ce fut Mitterrand qui alla voir Mendès France et s'affirma «*prêt à prendre ses responsabilités*». Le PCF et la CGT se décidèrent à manifester en nombre pour demander, non pas la satisfaction des revendications des grévistes, mais d'être associés à un gouvernement de gauche, si celui-ci voyait le jour.

De Gaulle calma ces appétits en réussissant à reprendre la main. Après une mise en scène de faux départ, il annonça le 30 mai : «*Je ne me retirerai pas. (...) Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale*» et décida de procéder à de nouvelles élections législatives, fin juin. Le tout s'accompagna d'une mobilisation à Paris sur les Champs-Élysées où, venus de tout le pays, quelques centaines de milliers de ses partisans, antigrévistes et anticommunistes, se rassemblèrent.

L'annonce de nouvelles élections législatives allait fournir à la CGT un prétexte pour lancer des appels de plus en plus pressants à la reprise du travail. Il s'agissait, disait-elle, de préparer la victoire de la gauche aux élections. Mais la résistance des travailleurs à ce bradage de la grève allait être beaucoup plus forte que les dirigeants syndicaux ne l'avaient cru.

Paul Sorel



De gauche à droite : Georges Pompidou, Jacques Chirac et Georges Séguy, lors de la signature des accords de Grenelle.



Le bras de fer continue

La direction de la SNCF, largement relayée par les médias, a continué la campagne de désinformation qu'elle alimente depuis le premier jour : « Épilogue en vue », selon *Challenges*, « la mobilisation s'essouffle », pour *Le Figaro*. Pourtant les 28 et 29 mai, deux mois après le lancement du mouvement de grève, celui-ci tenait toujours bon.

Si la participation aux assemblées générales était souvent moins fournie que précédemment, le nombre de grévistes se maintenait. Ainsi mardi 29 mai, d'après la SNCF elle-même, ce chiffre était, tous collègues confondus, de 14,4 %, c'est-à-dire exactement le même pourcentage que le mercredi 9 mai, trois semaines plus tôt. Hormis le 14 mai, « journée sans cheminot », avec une mobilisation exceptionnelle, ce chiffre est stable depuis trois semaines à l'échelle nationale. Il en va de même pour les deux catégories les plus mobilisées : les agents de conduite, en grève à 51,4 % le 29 mai (53 % le 9 mai), et les contrôleurs, en grève à 46,7 % (45,5 % le 9 mai). À l'exécution, le pourcentage varie de 22 à 25 % sans fléchissement.

Le maintien du nombre de grévistes signifie aussi que si certains reprennent le travail tel jour ou telle semaine, ils sont remplacés par d'autres sur le front de la grève. En tout, celle-ci a mis en branle des dizaines de milliers de cheminots et le nombre de participants au *Vot'action* contre le pacte ferroviaire, les deux-tiers des cheminots, soit 90000, en est sans doute un bon reflet.

Surtout, malgré la fatigue, malgré les retenues sur salaires, malgré la désinformation, beaucoup font preuve d'une détermination exemplaire, participant à tous les jours de grève du « calendrier » et parfois au-delà comme lors des journées du 22 mai avec les fonctionnaires ou du

samedi 26 pour participer aux manifestations. Organisant des piquets de grève et des tournées, participant aux assemblées, allant s'adresser aux travailleurs d'autres entreprises, participant avec enthousiasme aux diverses actions et manifestations, ces milliers de cheminots sont le cœur battant de la grève, une fraction consciente de mener, quel qu'en soit le résultat final, une lutte indispensable pour leur propre avenir et celui de leur classe sociale.

Les manœuvres du gouvernement

L'annonce de la reprise de 35 milliards de dette de SNCF Réseau, présentée en fanfare comme un cadeau aux cheminots, a été reçue dans leurs assemblées pour ce qu'elle est : une manœuvre. Les cheminots ne sont en rien concernés par cette dette, creusée pour alimenter les coffres forts des bétonneurs et des banquiers.

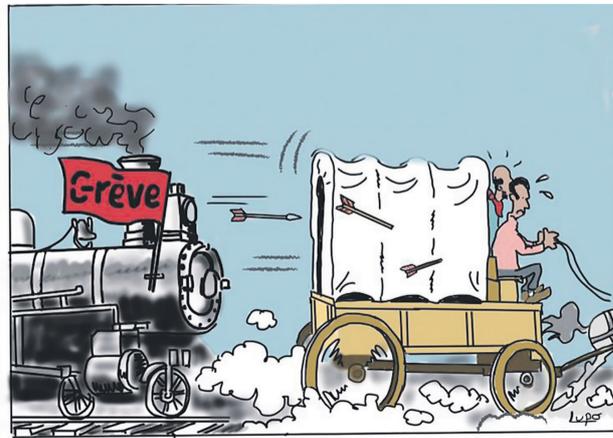
De la même façon, les amendements retenus en commission du Sénat concernant le transfert des cheminots au privé, ne font que confirmer le chantage au licenciement. Ainsi le refus du salarié, qui est affecté au moins à 50 % dans le service concerné, « constitue le motif de la rupture de son contrat de travail, qui est prononcée par le cessionnaire et prend effet à la date effective du changement d'attributaire ». S'il est affecté à moins de 50 % dans le service privatisé, la SNCF lui fera « une offre d'emploi

disponible situé dans la même région ou, à défaut, situé sur le territoire national dans l'entreprise », en clair à l'autre bout du pays. En cas de refus, il sera licencié moyennant une indemnité à fixer en conseil d'État.

Alors, quels que soient les débats au Sénat, et si certains dirigeants syndicaux ont laissé entendre qu'ils pourraient sortir du mouvement à cette occasion, ce n'est absolument pas le sentiment des grévistes. Il est clair qu'il n'y a aucun recul gouvernemental et c'est au contraire la destruction de leurs conditions de travail et de leur emploi qui est programmée par ce pacte ferroviaire.

Bon nombre de cheminots savaient dès le début que la lutte serait difficile. Elle l'est. Mais en contestant depuis deux mois, avec leurs armes de classe, la politique du gouvernement, ils font la preuve que, loin d'être tout puissants, les bourgeois et politiciens sont incapables de se passer des travailleurs pour faire fonctionner l'économie. Plus le mouvement dure, plus cette démonstration peut pénétrer la conscience de millions de travailleurs. Personne ne connaît aujourd'hui l'issue de cette lutte, mais en tout cas, elle ne peut que hâter celle, plus générale, du monde du travail. Alors vive la lutte des cheminots !

Christian Bernac



Échos du mouvement

Marseille

Le 23 mai, plusieurs centaines de cheminots grévistes ont investi le bâtiment de la direction régionale Paca.

Après avoir déployé une banderole sur la façade, ils ont demandé des comptes à un directeur sur le prélèvement de leurs jours de congés comme jours de grève : « *Même ma fille de 3 ans comprend que je ne suis pas en grève tous les jours !* »

D'autres l'ont interpellé sur sa dénonciation dans la presse du prétendu vandalisme des grévistes après la rupture d'une caténaire le 14 mai précédent. « *Et Brétigny, c'était à cause de la grève ?* » « *Les vandales, c'est vous, qui détruisez l'outil de travail !* »

Le lendemain, un petit groupe de cheminots, accompagnés de postiers toujours en grève, a été accueilli à l'hôpital de La Timone par quelques dizaines d'hospitaliers. Alors qu'une cheminote expliquait que la dette de la SNCF n'était pas celle des cheminots, plusieurs ont réagi : « *C'est comme à l'hôpital, ils utilisent la dette pour justifier toutes les économies et les suppressions de postes.* » C'est bien les mêmes arguments, pour la même politique, qui sévissent partout !

Clermont-Ferrand

Jeudi 24 mai, 22^e jour de grève des cheminots, l'assemblée générale se tenait devant le parvis de la gare de Clermont-Ferrand, avec une centaine de grévistes venus de différents services : roulants, employés de l'équipement, de la maintenance des voies, du CE et des ventes.

Tout le monde s'est rendu au bâtiment Magellan de la direction régionale.

L'assemblée a pu se tenir au milieu de la cour sous les yeux des sbires de la direction dont l'un a fait sourire

les présents en ouvrant la fenêtre pour parler de méthodes de voyous.

Avant les prises de parole, les pompiers sont arrivés, appelés par la direction, et ils ont été très bien accueillis, leur camion portant une banderole « *En grève* » !

Lyon

Mardi 29 mai, une vingtaine de cheminots en grève ont renoncé à la paëlla prévue par les organisations syndicales à la gare de Perrache pour aller s'adresser par tract aux ouvriers de Renault Trucks à Vénissieux, au changement d'équipe à 13h45.

Les grévistes de la gare de Part-Dieu, qui avaient organisé l'action, ont été rejoints par d'autres de Perrache, Sibelin, la Guillotière et Oullins.

Ils ont été accueillis par des militants CGT de Renault Trucks, qui avaient prévu les sandwiches, et avec qui ils ont eu de bonnes discussions.

Comme le disait le tract des cheminots, les travailleurs sont tous attaqués par le patronat et le gouvernement, et ils ont tous les mêmes raisons de se battre.

Atelier de Trappes

Le lundi 28 mai, pour la première fois, un piquet de grève était organisé : quinze grévistes ont distribué un tract écrit et signé par eux.

À l'assemblée générale qui a suivi, les discussions étaient fournies sur ce qu'il faudrait faire pour regagner des grévistes. Un programme de tournées a été mis en place pour la semaine suivante.

L'une de ces tournées a permis de rencontrer des cheminots qui ont repris le travail depuis plusieurs séquences, mais qui se remettront en grève le 7 juin. L'idée de faire des 7 et 8 juin de grosses journées est reprise.

Gare du Nord

L'assemblée générale du mardi 29 mai a rassemblé 170 grévistes de Gare du Nord et des ateliers du Landy, mais aussi de la Picardie et de l'Est... Il y avait de l'ambiance!

Il a été décidé de modifier le calendrier de grève de la semaine suivante, en déplaçant la séquence initialement prévue les samedi et dimanche aux lundi et mardi, pour être plus efficaces et rester tous ensemble, avec les cheminots de l'atelier du Landy, qui ne travaillent pas le week-end.

Ça permettra aussi d'être en grève et de pouvoir réagir le mardi 5 juin, quand les

sénateurs se prononceront sur la réforme ferroviaire

Nantes

Mercredi 23 mai, les grévistes se sont montrés au centre-ville: pose de rails sur l'île de Nantes, tour de petit train touristique à une cinquantaine avec drapeaux et mégaphone. Leurs slogans ont bien résonné dans les rues!

Le lendemain, ils se sont adressés à des employés administratifs et des cadres, pour la plupart d'accord avec le mouvement. D'autres grévistes ont organisé un «café solidaire» offert aux voyageurs et aux passants. L'accueil a été très bon!

Aéroports de Paris : émotion et colère

Une travailleuse de l'entreprise Hubsafe, qui s'occupe de la sûreté dans les aéroports, a été retrouvée inconsciente dans les sanitaires d'Orly avant de décéder.

L'entreprise Hubsafe, qui compte 1 600 salariés, est une filiale à 100% d'Aéroports de Paris. Les travailleurs d'Hubsafe interviennent au contrôle des accès, sur les pistes, etc. dans les aéroports d'Orly, de Roissy, du Bourget et de Nantes.

La direction de l'entreprise et celle de l'aéroport d'Orly se sont empressées de se dédouaner en affichant une note précisant que cette travailleuse n'avait «aucune absence, ni arrêt de travail, ni maladie» et qu'elle était validée «apte» par les visites médicales.

Ils ont ajouté des remerciements aux secours et organisé une minute de silence. Pour les patrons, c'était tout... hormis la précision que la salariée était âgée de 65 ans.

Eh oui, dans ces aéroports modernes, qui se veulent des vitrines du luxe, on travaille encore à 65 ans, en horaires décalés, en commençant à 5 heures tous les matins – ce qui signifie un réveil entre 3 et 4 heures, sur des postes où la pression et la tension sont permanentes, avec des repas pris sur le pouce, des problèmes de transport, des

conséquences sur la vie familiale.

Ce décès s'est produit à Orly, mais les travailleurs de la sûreté de Roissy subissent les mêmes conditions de travail et des collègues d'Hubsafe, de Samsic ou d'ICTS y sont décédés dans les mêmes conditions, sur leur lieu de travail ou en s'y rendant, de malaises cardiaques ou d'AVC.

Alors, même sans connaître la cause immédiate du décès de cette camarade de travail, il y a de quoi s'indigner. L'émotion et la colère des travailleurs de l'aéroport étaient grandes et le meilleur hommage à lui rendre sera de se battre contre cette exploitation insupportable.

Correspondant LO



Le petit train des grévistes à Nantes.

TER Abbeville-Le Tréport: du provisoire qui pourrait durer

Dimanche 27 mai, à l'appel d'un comité d'usagers, une centaine de personnes ont manifesté leur mécontentement lors du dernier départ du TER reliant Le Tréport, en Seine-Maritime, à Abbeville dans la Somme.

Cette ligne ferme, nous dit-on, pour être rénovée et mise en sécurité. La durée de ces travaux est estimée à cinq ou sept ans. Les usagers sont invités désormais à prendre des cars de substitution, ce qui rallonge le temps de transport entre les deux villes d'une vingtaine de minutes alors qu'elles ne sont éloignées que de 37 km. Nombre de salariés et d'étudiants verront leur temps de transport quotidien rallongé à l'aller comme au retour de 40 minutes à une heure.

« Si on en est là aujourd'hui, la SNCF y est pour beaucoup. La ligne a été abandonnée, elle n'a pas été entretenue », s'est indigné le maire du Tréport, Laurent Jacques. Et depuis des années, les horaires ont été

modifiés, rendant la vie impossible aux usagers, ce qui les encourageait surtout à ne pas prendre le train!

Du coup, la SNCF explique maintenant que cette ligne est trop peu fréquentée pour justifier d'y investir massivement. Les usagers craignent, à juste titre, que cet état de fait perdure, voire que cette ligne ne soit jamais remise en service, tant la SNCF a tout fait pour la rendre obsolète. « Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage », a rappelé le maire du Tréport. Voilà, en tout cas, un exemple de comment la direction de la SNCF, soutenue par les gouvernements successifs, s'y prend pour torpiller le service public sans en avoir l'air.

Correspondant LO

Hébergement d'urgence: le tri des pauvres

Dans le département des Hauts-de-Seine, des associations tirent la sonnette d'alarme: des familles logées à l'hôtel dans le cadre de l'hébergement d'urgence reçoivent des ordres d'expulsion, car elles ne sont pas considérées comme suffisamment en détresse.

Dans les prochains jours, selon Droit au logement, en conséquence d'une diminution des crédits de l'État, 300 places doivent être supprimées dans les Hauts-de-Seine. Une centaine de familles risquent ainsi d'être mises dehors. Désormais, les seuls à pouvoir espérer avoir une place dans un hôtel en appelant le 115 sont les femmes enceintes, les victimes de violences conjugales ou contraintes à la prostitution, les parents d'un enfant de moins de trois ans et les personnes handicapées. Ces conditions draconiennes touchent y compris les personnes qui ont déjà une place en hôtel,

car elles doivent rappeler chaque mois le 115 pour faire une demande de renouvellement. Celles qui ne répondent pas aux critères disposent d'un délai de quinze jours à un mois pour quitter leur chambre.

En Île-de-France, plus de 550 hôtels hébergent des personnes orientées par le 115, dont 400 qui se sont ainsi spécialisés, n'accueillant aucune clientèle touristique. Une enquête de 2013 du Samu social de Paris indiquait que 21% des chambres étaient dépourvues d'un lieu où cuisiner, 29% de toilettes ou de douches et 41% ne disposaient que d'un seul lit pour

parents et enfants. Face à cette situation, le gouvernement Hollande avait annoncé, en février 2015, un plan pour « offrir aux familles des conditions d'hébergement plus dignes et mieux adaptées à leurs besoins ». Ce plan censé être triennal avait duré... le temps d'une conférence de presse. En 2016, le nombre de nuitées a encore augmenté de 12% et il est donc fréquent que le système vienne à saturation. Et voilà maintenant que le gouvernement Macron en rajoute une couche.

Cela se passe dans la région la plus riche du pays, siège de sociétés bien souvent à l'origine de la misère de ceux qu'elles ont licenciés. Elles se déchargent des conséquences de ces licenciements sur l'État qui finance – de moins en moins – ce service.

Jean Sanday



FRANCE INFO

Carrefour – Belfort : pour engraisser les actionnaires

Le Contact Marché du quartier populaire des Résidences à Belfort fait partie des 227 supermarchés qui baisseront leur rideau cet été.

Pour ce quartier de plus de 10 000 habitants, où vivent en outre de nombreuses personnes âgées, ce commerce de proximité est nécessaire. Or, une nouvelle fois, une grande surface va fermer. Anciennement discount Ed (groupe Carrefour), puis racheté par Dia et à nouveau par Carrefour, ce magasin est maintenant menacé de fermeture pure et simple.

Avec ces fermetures en cascade, le groupe Carrefour espère réaliser deux milliards d'euros d'économies. Pour le personnel, un plan de sauvegarde de l'emploi, autre façon de parler de licenciements, est d'ores et déjà prévu.

Le groupe Carrefour a fait près d'un milliard de bénéfices cette année, et touché deux milliards d'exonération fiscale en cinq ans. Les actionnaires du premier groupe de distribution français, qui jugent insuffisants les profits encaissés l'an dernier, ont été entendus. Pour maintenir leurs revenus, Carrefour va pressurer les 350 000 salariés du groupe, dont 115 000 en France, et va jeter des milliers d'entre eux au chômage.

Ni les travailleurs ni les consommateurs n'ont à subir les choix stratégiques des patrons de Carrefour et à être sacrifiés pour enrichir ses actionnaires!

Correspondant LO



EDF – Nanterre : 70 jours de grève... et une victoire

Après 70 jours de grève, les salariés du nettoyage de la société La Providence, sous-traitant d'EDF sur le site de Nanterre, ont finalement réussi à obtenir ce qu'ils voulaient : des heures en plus pour les salariées à temps partiel, des reclassifications pour tous, l'arrêt des procédures de licenciement (entamées pendant la grève !) et le paiement de cinq jours de grève.

Bien sûr, la lutte n'est pas finie. Il y a encore deux heures que le patron doit donner en septembre, pour lesquelles les salariés sont bien décidés à se remettre en grève si elles ne viennent

pas. Il a fallu aussi, dès la reprise, envoyer un courrier à l'inspection du travail à propos des bruits sur des mesures de rétorsion, suite à la volonté du chef de disperser les grévistes sur d'autres sites. Mais c'est grâce à une solidarité entre tous et à une détermination indéfectible que les travailleurs ont pu tenir face à ce patron et lui faire ravalier sa morgue.

La victoire sera fêtée dignement fin juin, comme les écoliers, avec tous ceux qui ont apporté leur soutien moral et financier durant le conflit.

Correspondant LO



Dans nos bulletins d'entreprise

Maintenance : il faut des embauches

Cet hiver, quatre bus de la RATP ont pris feu pendant le service, comme le 393 à Pompadour.

Un rapport pointe des problèmes électriques récurrents, notamment sur les Citelis. À l'origine, il y aurait une vis manquante, un écrou mal serré, une interférence entre deux câbles... Mais la direction répond à la presse que, globalement, le nombre des départs de feu est en baisse!

Derrière tout ça, il y a les baisses d'effectif à la maintenance et la volonté de repousser le plus possible le passage des véhicules à l'atelier.

RATP Championnet Paris 18^e

Manque pas d'air

La direction d'Ariane-Group, qui bloque les salaires et fait plus de 200 millions de bénéfices, a lancé un appel à l'aide aux syndicats, face à de prétendues difficultés à être entendue par le gouvernement et les institutions européennes.

Comme si travailleurs et patrons étaient dans la même fusée.

Si la direction a des difficultés, qu'elle commence par taper dans les dividendes.

ArianeGroup Le Haillan

Parce que nous le valons bien

On nous a annoncé, lors d'un brief plateau, que nous aurions bientôt à faire nous-mêmes notre propre évaluation. Ça montre que le manque de personnel touche aussi l'encadrement.

Mais c'est une bonne nouvelle : on n'a besoin de personne pour évaluer notre efficacité. Et nous en profiterons pour autoévaluer aussi, avec nos collègues, les grosses augmentations de salaire qui correspondent au gros travail que nous fournissons.

Orange Raspail Paris

Ouvrir l'embauche

Au B2, aux Portes, les postes sont tellement surchargés qu'ils ont dû retirer des opérations. Mais les opérations ont été ajoutées ailleurs.

La seule opération à ajouter, aux Portes comme ailleurs, c'est la création de postes pour alléger le travail de tous.

PSA Poissy



Nos lecteurs écrivent

Coup de chaud chez Grand Frais

Comme à toutes les périodes de fêtes, le ramadan est synonyme d'un renforcement de l'exploitation pour nombre de travailleurs de la grande distribution. Le supermarché Grand Frais d'Échirolles, en banlieue de Grenoble, ne fait pas exception.

Ce magasin appartient à un puissant groupe réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires et qui a ouvert en quelques années des dizaines de magasins dédiés aux produits frais dans les grandes villes. Les six semaines avant et pendant le ramadan entraînent une surcharge de travail importante pour la quarantaine d'employés.

« Deux dimanches matin d'affilée les chiffres de vente ont été d'abord doublés, puis triplés pour

certains rayons. Dans celui où je travaille, on a même battu le record du magasin ! Mais évidemment, malgré nos demandes répétées, il est hors de question d'embaucher pour nous aider dans cette période particulièrement chargée. Pourtant, l'enseigne reçoit régulièrement des CV de travailleurs cherchant un emploi.

Ce refus de la direction n'est pas étonnant, quand on sait qu'une bonne partie du salaire des responsables est constituée d'une prime calculée sur le bénéfice de leur rayon. Ils ont donc tout intérêt à faire travailler un minimum de personnes pour un maximum de ventes, car ils peuvent ainsi espérer doubler leur salaire. Et surtout le système Grand Frais, qui

utilise toutes les ficelles de gestion à la mode, comme la division de ses magasins en secteurs qui sont autant de micro-entreprises et de moyens d'empêcher que les travailleurs s'organisent, est une véritable machine à cash pour ses actionnaires.

Mais pour nous, qui sommes le plus souvent payés au smic, ce n'est pas la même histoire.

Nous devons tenir et organiser les approvisionnements, avec des heures supplémentaires imposées, pas toujours payées, et une cadence souvent infernale. Les semaines de 44 voire 48 heures ne sont pas rares et nous découvrons régulièrement des heures ajoutées à nos plannings sans avoir été consultés. Et la dernière innovation de Grand Frais ce sont les promotions de

dernière minute, reçues à 19h30, alors que la journée est terminée. Il faut alors rester pour mettre les prix à jour et faire l'affichage, pour que tout soit prêt pour le lendemain à l'ouverture du magasin. Et cela c'est du bénévolat!

Autre conséquence de taille : les règles d'hygiène ne sont plus respectées. Par exemple, nous n'avons plus le temps de renouveler les bacs de aliments vendus en vrac comme il le faudrait. Des aliments peuvent donc rester en fond de bac pendant plusieurs semaines.

C'est donc sur notre dos, et sur celui des travailleurs venus faire leurs courses, que Grand Frais se sucre. Et, en période de ramadan, il a la main lourde. »

Un lecteur de Grenoble

La Poste – Rennes : la fin d'une grève de quatre mois

Les facteurs de Rennes-Crimée ont décidé de reprendre le travail le mercredi 23 mai. La direction de La Poste a renoncé à leur imposer la coupure méridienne et a abandonné la tournée sacoche.

La direction annonce aussi la transformation de cinq CDD en CDI et renonce à toute poursuite disciplinaire. Elle retarde aussi son plan de réorganisation dans plusieurs bureaux de distribution du département d'Ille-et-Vilaine. Même si ces reculs de la direction sont limités, c'est une victoire pour les facteurs, qui ont choisi de rester unis pour reprendre le travail tous ensemble, comme ils

ont été unis pendant ces quatre mois de lutte.

La reprise du travail, à l'image de leur combat, a été l'occasion d'un rassemblement avec des cheminots et une bonne partie de ceux qui les ont soutenus.

Tout ce qu'ils ont entrepris, ils l'ont décidé ensemble dans le cadre de l'assemblée générale du collectif des facteurs, qui s'est élargi à ceux qui les rejoignaient dans le département. Ils ont su



éviter le risque d'isolement en allant à la rencontre des autres facteurs, en gagnant la sympathie des usagers et en participant à toutes les manifestations contre la politique du gouvernement.

Ce fut un combat difficile, où bien des épreuves leur ont été imposées. Ils ont été assignés en justice, ils ont dû affronter les forces de police et ils n'ont reculé devant aucune menace,

forts de leur cohésion et de l'aide qu'ils ont rencontrée.

Cette cohésion leur a été nécessaire dès la reprise du travail pour défendre une jeune factrice, que la direction voulait affecter à une tournée qu'elle ne connaissait pas. Il n'a pas fallu longtemps pour faire annuler cette décision.

La Poste n'en a pas fini avec eux. Ce qu'ils ont construit pourra servir demain à tous les facteurs quand la direction reviendra à la charge. Ils auront besoin des réseaux de solidarité qu'ils ont bâtis. Pour beaucoup, c'était la première grève, pour tous c'était la plus riche d'enseignements.

Correspondant LO

Correspondant LO

Minakem – Dunkerque : deux semaines de lutte

Pendant deux semaines, du 14 au 28 mai, l'usine Minakem de Dunkerque, qui produit des molécules pour l'industrie pharmaceutique a été arrêtée. Le personnel de production et d'autres services était en grève, pour exiger que la prime de participation 2018 ne subisse pas la coupe de 1300 euros décidée par le patron.

Cette usine de 240 salariés faisait partie du groupe

pharmaceutique AstraZeneca jusqu'à sa vente à Minakem en 2009. Minakem compte maintenant cinq usines et deux sites en Europe. La petite entreprise familiale s'est beaucoup enrichie en neuf ans. Depuis trois ans, elle a fondé une société holding en Belgique, qui achète les productions à Minakem et les revend à des entreprises pharmaceutiques. À quels prix, avec

quels profits? La holding est précisément là pour que cela reste secret et pour payer moins d'impôts. Minakem a cependant déclaré pour son usine de Dunkerque en 2017 un bénéfice de 2,4 millions d'euros, dont la moitié va au patron, l'actionnaire unique.

Les travailleurs, qui ont beaucoup donné en postes supplémentaires depuis des mois, voulaient les

1300 euros et le paiement des jours de grève. Ils ont obtenu 900 euros brut, des améliorations des conditions de travail et l'étalement des retenues de salaire jusqu'en décembre.

Mais, après cette grève, le patron y regardera peut-être à deux fois avant de s'en prendre à leur rémunération.

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juin 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Brésil : la grève des camionneurs

La grève des camionneurs brésiliens est entrée dans sa deuxième semaine. Elle a commencé le lundi 21 mai, contre la hausse quotidienne du prix des carburants et du gaz domestique organisée par la compagnie nationale Petrobras, plongée, ces dernières années, dans un scandale politico-financier sans fin.

Aujourd'hui, cette même société Petrobras montre sa nuisance économique. Au Brésil, les conducteurs de camions sont des millions, salariés et indépendants. Une association des camionneurs indépendants revendique 600 000 adhérents. Il y a très peu de chemins de fer et 60 % du trafic passe par les routes et autoroutes, fréquemment saturées même en temps normal. Les mouvements contre les hausses des carburants sont chroniques, le dernier datant de 2015.

Aujourd'hui, avec la grève dans tout le pays, c'est bien souvent le blocage total : stations-service fermées ou signalées par des kilomètres de queue, transports publics, collecte des ordures et aéroports arrêtés faute de carburant, supermarchés non ravitaillés, usines au chômage faute de pièces, marchés vides, volailles et porcs mourant de faim par dizaines de millions, embouteillages monstres

dans les villes, hôpitaux en rupture de fournitures et de médicaments.

Petrobras s'est en effet mis à ajuster ses prix au jour le jour, pour suivre la hausse des prix du pétrole brut et maximiser ses profits. En deux ans, le gazole a augmenté de plus de 200 %. Mais

les augmentations visent aussi à préparer une privatisation de certains secteurs. Petrobras, qui a cessé d'investir dans le raffinage du pétrole, annonce la vente de quatre raffineries et la fermeture d'usines d'engrais. Du coup les ouvriers du pétrole se sentent menacés et certains sont partis en grève dimanche 27 mai, rejoignant les camionneurs.

Vendredi 25, le président Temer a tenté de sortir de la crise. Il a proposé aux patrons du transport routier de baisser de 12 % le prix du gazole, en indemnisant

Petrobras pour le manque à gagner, de bloquer ce prix pendant deux mois et de ne l'augmenter que de mois en mois. En même temps, il ordonnait aux polices des États et à la police fédérale ainsi qu'à l'armée de libérer les axes routiers. Plus facile à dire qu'à faire. Aussi bien les militaires que les syndicats de camionneurs ont mollement réagi aux propositions du président. Les généraux ne cherchent pas l'affrontement avec les camionneurs, ils préfèrent négocier.

Cette grève intervient

dans un contexte de crise économique et politique. 14 millions d'hommes et de femmes sont aujourd'hui au chômage (13 %) et autant travaillent à temps partiel ou ont cessé de chercher du travail. La grève rencontre la sympathie des travailleurs, qui tous souffrent des hausses des carburants et du gaz pour la cuisine. Par ailleurs le président est déconsidéré, compromis dans le scandale Petrobras, rejeté par son propre parti. Il a renoncé à être candidat en octobre, quand seront aussi renouvelés députés locaux et fédéraux, sénateurs et gouverneurs d'État.

La grève des camionneurs cristallise ainsi un large mécontentement existant dans toutes les couches populaires, dans une période préélectorale. Le gouvernement actuel semble incapable de l'arrêter ou de la satisfaire dans son ensemble. La question du prix du carburant fait l'unité de composantes aux intérêts contradictoires : salariés, artisans propriétaires de leur camion, petits patrons et grandes entreprises de camionnage. Il faut espérer que son issue renforcera la classe ouvrière.

Vincent Gelas



RODOLFO BUHRER/REUTERS

Le 21 mai.

Inde : la police à la rescousse des pollueurs

Au moins treize manifestants ont été tués par la police dans la ville portuaire de Tuticorin dans le sud de l'Inde, les 22 et 23 mai, alors qu'ils protestaient contre la pollution de l'air et de l'eau engendrée par une fonderie de cuivre.

La fonderie appartient à Sterlite, filiale du géant minier Vedanta coté à la Bourse de Londres et contrôlé par le milliardaire indien Anil Agarwal, qui s'est dit « attristé » par ce « malheureux incident ». Il se trouve qu'au moment

même où se produisait la tuerie, Vedanta annonçait avoir réalisé un résultat d'exploitation de 4,1 milliards de dollars, en progression annuelle de 27 %.

La fonderie de cuivre de Tuticorin suscite l'opposition de la population depuis

son ouverture en 1996 à cause des maladies qui se multiplient, des cas de fausses couches et de cancers, parmi les 500 000 personnes habitant à moins de dix kilomètres. En 2013, la Cour suprême a condamné Sterlite Industries à une amende de l'équivalent de 12,5 millions d'euros pour avoir dégradé l'environnement entre 1997 et 2012 et fait fonctionner l'usine pendant une longue période

sans licence de renouvellement. Mais la population, à juste titre, dénonce la complaisance des autorités. Il faut dire que Vedanta a été condamné en 2014 pour avoir versé plus d'un million d'euros au parti du BJP, au pouvoir en Inde, et à celui du Congrès, dans l'opposition.

Le mouvement s'est intensifié après que Sterlite a annoncé sa volonté de doubler ses capacités de

production. Agarwal attendait le feu vert du gouvernement et de la justice pour rouvrir la fonderie en maintenance, mais ce dernier a préféré fermer l'usine. Dans ce pays que Macron, en voyage d'affaires en Inde en mars dernier, a qualifié de « plus grande démocratie du monde », l'État reste cependant le défenseur sans pitié des intérêts des grands groupes industriels.

Jean Sanday

En Guerre, de Stéphane Brizé : un film sur les ouvriers... sans les ouvriers

Le film *En Guerre* de Stéphane Brizé affiche la louable intention de parler de la guerre de classe, celle que les patrons mènent aux ouvriers et à laquelle ceux-ci tentent de riposter. Et en effet le film dénonce sans complaisance la logique du système capitaliste, les licenciements « boursiers », l'arrogance et les pratiques patronales.

Malheureusement, si l'on y voit bien la guerre que le patronat mène aux travailleurs, on ne voit pas du tout la lutte de ces derniers. Le film ne montre que des chefs syndicalistes qui discutent, longuement, très longuement entre eux. Pour

eux il y a d'un côté les « vendus », autrement dit les travailleurs qui « réclament un chèque », pour partir avec de l'argent, et de l'autre le point de vue d'un « pur », le syndicaliste CGT qui, lui, a déjà vendu ses camarades de travail en signant, comme

les autres responsables syndicaux, un accord qui les a fait travailler plus en gagnant moins. On voit ce syndicaliste s'indigner que le patron ne respecte pas sa part de l'accord : la prétendue garantie de l'emploi. Mais le film ne remet pas en cause, bien au contraire, le comportement de ce bureaucrate qui ne veut pas « un chèque, mais du boulot ». Et ce n'est pas une fois, mais dix, vingt fois que Vincent Lindon, qui incarne ce dirigeant CGT, remet sur le tapis que tous ceux qui réclament

un chèque sont des « vendus ». Le mieux serait-il que les ouvriers acceptent d'être licenciés sans réclamer un sou ?

On est loin de la réalité vécue par les travailleurs qui, dans de nombreuses entreprises, ont dû se battre pour ne pas être jetés à la rue comme des chiens, sans rien.

La seule fois où l'on voit des centaines d'ouvriers rassemblés est d'ailleurs quand le leader CGT, tout fier de lui, fait applaudir le bon patron français prêt à reprendre

l'usine aux méchants Allemands. Le drame va alors se nouer car ceux-ci vont refuser de revendre leur usine à ce gentil patron.

L'ambition du réalisateur était de « montrer de l'intérieur » et « d'expliquer » les réactions des travailleurs confrontés à la fermeture de leur usine. Mais il n'a su que relayer une vision condescendante, sinon méprisante, des travailleurs, grands absents d'un film où personne ne se préoccupe vraiment d'eux.

Paul Sorel